

20. JAHRGANG / ANNEE / VOLUME

4/1963

früher / antérieurement / formerly:
NATION UND STAAT

EUROPA ETHNICA

Vierteljahresschrift für Nationalitätenfragen

Mit offiziellen Mitteilungen der

„Föderalistischen Union Europäischer Volksgruppen“

Revue trimestrielle des Questions ethniques

Contenant aussi des Communiqués officiels de

«l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes»

A Quarterly Review for Problems of Nationality

Containing Official News of the

“Federal Union of European Nationalities”



Herausgeber / Editeurs / Editors:

Guy Héraud, Strasbourg, France

Johann Wilhelm Mannhardt, Marburg a. d. L., BRD.

Povl Skadegård, Rolighed, Rungsted Kyst, Danmark

Theodor Veiter, Feldkirch und Wien, Österreich

Eigentümer und Verleger / Propriétaire et éditeur / Proprietors and Publishers

WILHELM BRAUMÜLLER

Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. b. H.

WIEN IX

INHALT / SOMMAIRE / CONTENTS:

	Seite
Motto (Henri Brugmans)	145
Guy Héraud: Le fédéralisme ethnique	146
Jubiläen	158
Senator Dr. Karl Tinzl 75 Jahre	159
Vom Leben der Volksgruppen	159
<i>Belgien:</i> Die deutsche Sprache in Belgien. — Die neuen Sprachengesetze. — <i>Bundesrepublik Deutschland:</i> Patenschaftstreffen auf Skamlingsbanke. — Neuer Chefredakteur bei „Flensborg Avis“. — Sechs Thesen von Ministerpräsident Dr. Lemke fürs Grenzland. — 40 Jahre Südschleswiger Jugendverband. — Grenzlandkurse in der Volkshochschule Jarplund. — 40 Jahre Friesisch-Schleswiger Verein. — Poles in the Federal Republic of Germany. — <i>Dänemark:</i> Fortschritte im deutschen Schulwesen. — Büchereiwesen im Umbruch. — Bund deutscher Nordschleswiger. — Nordschleswiger appellieren an dänische Parteien. — <i>Finnland:</i> Die Situation der Samen. — <i>Frankreich:</i> Baskische Charta. — Französische Basken verlangen kirchliche Autonomie. — Radio-Emission „Les langues ethniques de la France“. — <i>Italien:</i> Congrès de prêtres slovènes résidant à l'étranger. — Les lois fascistes sont encore en vigueur. — La situation des écoles slovènes. — Neue slowenische Zeitschrift in Italien. — Lehrstuhl für Slowenisch an der Universität Padua. — Elections dans la Vallée d'Aoste. — The Ladin Population at Fassa and Buchenstein. — Acquittal of Carabinieri Exacerbates the Situation. — Council of Europe to Take Up Negotiations Soon. — Book Exhibition Banned. — New Austrian Note. — Tenth Meran University Weeks. — Headquarters of the South Tyrol People's Party Searched. — SVP Deputy Dietl in the Roman Chamber. — Message by the Bishops of Trento and Brixen. — The Council of Europe on the South Tyrol Problem. — South Tyrol Before the UNO. — Senator Sand in the Senate. — South Tyrol Conference in Geneva. — Pfunders Trial: Appeal Dismissed. — <i>Österreich:</i> Das Ungarische Realgymnasium in Innsbruck. — Kroaten-Wallfahrt nach Marzell. — Slowenische Maturanten in Jugoslawien. — 96-Jahr-Feier des Slowenischen Bauernbundes. — Kinder zum zweisprachigen Unterricht melden. — Die Lehrkräfte an den höheren Slowenischen Schulen in Kärnten. — Slowenische Minderheitenpresse. — <i>Rumänien:</i> Die magyarische Volksgruppe. — <i>Schweiz:</i> Die Auseinandersetzung in der jurassischen Frage. — <i>Sowjetunion:</i> Einheitliche Richtlinien für den Deutschunterricht. — Lehrerbildung in Alma-Ata und Nowosibirsk. — Aufruf an die jungen Hörer. — Die Verbreitung der Muttersprache unter den Sowjetdeutschen. — Resolution des Jüdischen Weltkongresses. — Die Lage der Juden in der Sowjetunion. — <i>Tschechoslowakei:</i> La situation actuelle des minorités magyares en Tchécoslovaquie.	
Materialien	181
<i>Papa Joannes XXIII:</i> Encyclica „Pacem in terris“. — The Geneva Refugee Convention and the Protection of Ethnic Minorities.	
Literaturberichte	185

L'Europe n'est pas homogène, mais elle peut devenir solidaire. Il faut partir de là. Tout autre est la conviction des nazis d'après-guerre, qui intitulèrent leur revue: Nation. Europe. Pour eux, en effet, la seule unité concevable est celle de la «Nation» rassemblée dans l'Etat centraliste. A leurs yeux, seul un Nationalisme continental peut succéder aux Nationalismes des peuples, et l'intégration ne se conçoit pour eux que dans le refolement des forces centrifuges. Mais ceci est un rêve. Désirable ou non, la perspective centraliste est un fantôme. Seul un régime totalitaire pourrait la réaliser — et sans doute pas de façon durable.

Henri Brugmans du Collège d'Europe à Bruges «Sciences Humaines et Intégration Européenne» p. 29.

Erscheinungsweise: Vierteljährlich / Paraissant tous les trois mois / Published quarterly
 Abonnement für 1 Jahr } 6. S 136.—, DM 22.—, sfr. 24.—, US Dollar 6.—
 Abonnement pour 1 année }
 Subscription for 1 year }

Manuskripte und Mitteilungen erbeten an / Prière d'adresser manuscrits et informations à / Manuscripts and correspondence should be sent to:

Wilhelm Braumüller, Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. b. H., Wien IX, Servitengasse 3

Eigentümer und Verleger / Propriétaire et éditeur / Proprietors and Publishers:
 WILHELM BRAUMÜLLER Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. b. H., Wien IX, Servitengasse 3

Anschreiben der Herausgeber / Adresses des éditeurs / Addresses of the Editors:

Guy Héraud, Professeur à la Faculté de Droit, 11, rue de la Brigade A. L., Strasbourg
 Johann Wilhelm Mannhardt, o. Univ.-Professor, Leiter der Deutschen Burs, Rotenberg 21, Marburg a. d. L.

Povl Skadegård, Ministerialrat, Generalsekretär der FUEV, Røllighed, Rungsted Kyst, Danmark.
 Rechtsanwalt Dr. Theodor Veitler, Feldkirch, Schloßgraben 18, Vorarlberg.

Verantwortlicher Redakteur / Rédacteur responsable / Managing Editor:
 Karl Zrounsek, Wien XIX, Krapfenwaldgasse 34.

Le fédéralisme ethnique

Par Guy Héraud

Chapitre 1: Structure de la fédération

Section 1: Les principes

Sans doute la Fédération européenne se présentera-t-elle dans un premier temps comme une structure posée sur les Etats nationaux d'aujourd'hui: Allemagne, France, Italie etc... Le projet de Communauté européenne de l'Assemblée «ad hoc» de 1953, simple prolongement politique des communautés fonctionnelles, donne une image concrète de ce que sera probablement l'Europe unie en ses débuts.

Ce schéma est impliqué dans tout processus fédéralisant à base de traité, qu'il s'agisse du «pacte fédéral» donnant directement naissance à la Fédération, qu'il s'agisse du traité portant convocation d'une Constituante européenne. Dans un cas comme dans l'autre, on voit mal les Etats signataires prononcer leur propre dissolution ou en accepter l'idée; la Constituante elle-même se verra imposer un minimum de principes directeurs, au premier rang desquels le respect des Etats historiques dans leurs frontières actuelles: ainsi la Suisse se porte-t-elle garante de l'intégrité des cantons.

La révolution européenne cependant s'annonce «intégrale». Trop de forces sont liées aux Etats-nations et les soutiennent pour que la défaite des uns n'entraîne pas du même coup la fin des autres. Privés de leur souveraineté, les Etats-nations ne seront plus que l'ombre d'eux-mêmes. Déjà, cette institution vénérable, produit de l'époque paléo-technique et de la pensée du XVII^e siècle se survit inadaptée, à l'aube d'un monde radicalement transformé par l'essor des techniques et condamné à l'unité. Le fédéralisme est le seul barrage à la massification menaçante. Aussi faudra-t-il bon gré mal gré porter le fer de la révolution fédérale sur les structures internes aussi bien que sur la société internationale, repenser la «nation» et le cadre «national», ouvrir l'éventail des communautés, redistribuer les compétences.

L'instrument de la révolution fédérale sera une Constituante européenne affranchie de toutes servitudes étatiques, à quelque moment et de quelque manière qu'elle apparaisse, sur convocation des Etats ou directement surgie des forces vives de la société européenne.

La Constituante devra dresser un catalogue des communautés — naturelles et volontaires; économiques, sociales et culturelles — et les situer dans la société fédérale. Elle définira pour chacune le degré d'autonomie, les modalités de participation, les garanties nécessaires.

Si nous appelons «politiques» les communautés où se rencontrent, se coordonnent et s'agrafent les autres types, variés et spécialisés, de collectivités il apparaît que cette qualité doit être reconnue d'abord à la *commune*; définie convenablement dans ses dimensions, la Commune «à hauteur d'homme» sera la véritable cité. Ensuite vient la *région*; la Communauté européenne et les Etats nationaux eux-mêmes la reconnaissent plus ou moins déjà comme le cadre le mieux approprié à la gestion des intérêts et des services géographiquement différenciés; on se rend compte de plus en plus qu'il faut lui transférer beaucoup d'activités qui engorgent inutilement le niveau supérieur. L'exemple de la République fédérale d'Allemagne témoigne de l'efficacité des Laender, cadre propice au développement de l'initiative et à l'exercice des responsabilités, sources par là d'une vie plus intense et mieux ordonnée. Mais les régions peuvent être tracées

au regard de critères différents: historique, économique, culturel; et ceux-ci sont loin de coïncider toujours. Existe-t-il en cas de discordance, quelque principe directeur permanent capable de dicter un choix? Ce problème de la nature des régions pose une des options majeures que devra trancher la Constituante fédérale.

Reste la question d'un échelon intermédiaire entre la région et la Fédération. On ne saurait affirmer que la valorisation des régions en exclut ipso facto l'opportunité. La question doit être débattue. C'est un second problème fondamental dont la solution commande l'économie d'ensemble de la Fédération et qui présente de ce fait un caractère doctrinal. L'alternative ne relève pas du choix libre et variable des populations, mais d'une décision homogène des constituants fédéraux.

Trois considérations essentielles devront guider leur choix:

1^o Quel que soit le schéma retenu, celui-ci sera le plus souple possible et s'en tiendra au minimum de principes nécessaires à l'existence d'une société authentiquement et pleinement fédérale. Toutes autres précisions statutaires émaneront de la volonté des communautés intéressées.

2^o Au nombre des impératifs fondamentaux, figure l'équilibre indispensable du tout et des parties, de la Fédération et de ses membres. On se rappellera que toute fédération, passé le «point de non-retour», évolue vers la centralisation. Bien que cette loi du fédéralisme politique doive, en société fédérale, perdre beaucoup de sa force, il conviendra d'éviter toutes formules inclinant à l'unitarisme. L'une d'entre elles apparaît formellement à proscrire, à savoir une Fédération formée d'un nombre excessif de membres, telle une Europe de 200 à 300 unités. Comment, dans ces conditions d'atomisation poussée, les parties pourraient-elles équilibrer le tout? Le danger serait plus grand encore si les unités composantes — telles des régions économiques à vocation purement fonctionnelle — ne présentaient qu'une résonance affective et humaine affaiblie.

3^o La société fédérale doit assurer la libération complète de la personne humaine. L'aliénation économique et l'aliénation culturelle sont à cet égard les deux maux essentiels à surmonter. En relation réciproque de causalité, chacune de ces deux formes d'aliénation n'en possède pas moins des causes structurelles propres. L'une procède du clivage social, l'autre du clivage ethnique. Or si le premier est un phénomène universel apatial, le second se rattache habituellement aux conditions géographiques de la cohabitation. Il en résulte que la désaliénation ethnique, à la différence de l'économique, implique des modalités territoriales. Le problème de structures géographiques de la Fédération place donc en première ligne les réalités ethniques.

Pourtant la perspective économique appelle, dans un domaine autre que celui de la désaliénation de l'homme, la prise en considération du facteur spatial: on devra s'efforcer de répartir équitablement par tout le territoire de la Fédération l'effort d'investissement et assurer partout des revenus sensiblement égaux. Mais ces garanties sont déjà partiellement obtenues par le découpage ethnique lui-même en tant qu'il suscite l'apparition d'une pluralité de pouvoirs autonomes géographiquement distribués. Il y aura ainsi dans chaque grande région européenne une autorité responsable de l'économie aussi bien que de la culture. C'est seulement à l'intérieur des ethnies qu'un régionalisme économique peut s'avérer nécessaire. Ainsi, sans négliger l'économie, la Fédération s'en inspirera comme d'un critère subsidiaire venant compléter l'application du critère ethnique.

Ces principes directeurs permettent d'apprécier les divers schémas possibles de fédérations. La fédération d'Etats historiques écartée, trois solutions se présentent:

- 1° une Fédération de régions anethniques
- 2° une Fédération de régions mono-ethniques
- 3° une Fédération d'ethnies

Section II Le choix

§ 1 Les régions anethniques

Le principe anethnique conduit à découper la Fédération en régions conçues sur une base autre que linguistique et culturelle. On opte alors en général pour un critère économique, en tentant de tenir compte aussi des données naturelles: l'orographie, l'insularité — ou historiques: les anciennes provinces. Autant que possible la région économique doit être équilibrée, tant du point de vue des ressources que de la répartition des forces actives entre divers secteurs, primaire, secondaire et tertiaire. La population globale oscille autour d'un optimum de trois millions d'habitants, quitte à s'en écarter sensiblement lorsque la géographie ou l'histoire le commandent. La région est centrée autour d'une métropole économique qui probablement sera choisie aussi comme capitale politique. Les 21 régions-programme de France correspondent à ce schéma général; de même les 19 régions italiennes et les régions traditionnelles d'Espagne. Ces structures ne réfléchissent aucune préoccupation ethnique: le Pays Basque par exemple est rattaché à Bordeaux alors même que les intérêts économiques s'opposent le plus souvent. La Corse est annexée à la Provence et la Bretagne privée de la Basse Loire. On jumelle le Tyrol du sud au Trentin; et la carte des régions du Marché Commun supprime, l'annexant au Piémont, la seule région italienne à contenu ethnique minoritaire: le Val d'Aoste.

Le principe anethnique entraîne la création de régions poly-ethniques. Les exemples précédents — Aquitaine, Provence-Côte d'Azur-Corse, Piémont, Trentin-Haut Adige — le montrent nettement. Ce sera souvent le cas aux limites des ethnies; et si, à l'intérieur des grandes ethnies, il n'existera par la force des choses que des régions mono-ethniques, les petites ethnies seront fréquemment englobées dans des régions économiques ethniquement étrangères.

Il existe d'ailleurs, distinct de l'anethnisme neutre, un anethnisme de combat auquel convient la qualification d'*anti-ethnisme*. Une forme de la politique anti-ethnique consiste à multiplier intentionnellement les régions poly-ethniques de manière à confondre les ethnies dans un melting-pot et à effacer ainsi le clivage ethnique. Des centralistes belges proposaient par exemple de réunir en de nouvelles unités mixtes les provinces flamandes et wallones: fusion du Limbourg et de Liège, des deux Flandres et du Hainaut, d'Anvers et du Brabant; mais le clichage de la frontière linguistique vient de barrer la voie à ces desseins anti-ethniques. La création en 1948 de la région Trentin-Tyrol participe du même esprit. Voulu ou non, les régions poly-ethniques sont une conséquence inéluctable du principe anethnique. Voilà bien le vice spécifique de ce premier schéma: la région poly-ethnique, c'est le terrain préparé pour l'affrontement ethnique, avec son cortège de contestations, de rivalités, de violences; la région poly-ethnique, c'est, pour le plus faible, le risque fatal de domination et d'assimilation.

Aussi la Fédération doit-elle exclure les régions mixtes. Seule la volonté clairement manifestée des habitants pourra justifier le maintien de certaines communautés bi-

ethniques comme le Valais et les Grisons, ou l'existence de pays bilingues — mais mono-ethniques — tels Euzkadi, la Bretagne ou le Cymru. Encore faudra-t-il aménager, dans ces situations exceptionnelles, un fédéralisme interne à même de garantir la personnalité ethnique ou linguistique des minorités.

§ 2 Les régions mono-ethniques

Dans ce schéma, nulle région ne chevauche de limites d'ethnies. Tandis que les petites et moyennes ethnies forment à elles seules chacune une région ainsi les Féroé, Malte, l'Islande, la Slovénie, la Slovaquie, les ethnies plus importantes sont découpées en régions selon le critère à dominante économique exposé plus haut. L'homogénéité de peuplement des régions présente deux avantages. Elle assure d'une part la sauvegarde et la paix ethniques; elle permet d'autre part, toutes les fois que des questions culturelles sont en jeu, de susciter, par regroupement des régions homo-ethniques, l'apparition de l'entité ethnique. Des organes de coopération pourraient être facilement mis en place entre des communautés entièrement vouées à la même culture.

Par rapport à la fédération d'ethnies, la fédération de régions mono-ethniques présente deux qualités éminentes; laminant les grandes nations en régions d'importance moyenne, sensiblement équivalentes, elle améliore la qualité du fédéralisme. Le schéma surtout est plus fédéraliste d'esprit en ce qu'il répond mieux que la fédération d'ethnies au principe de pluri-appartenance. Selon la perspective considérée, une personne ou un groupe relèvent de plusieurs ensembles composés distincts. Il faut laisser jouer, et même développer la diversité des liens. Car la non-superposition des dépendances — «l'indépendance des dépendances» pourrait-on dire — représente à la fois un fait de nature et une garantie de liberté. L'Etat totalitaire ne fusionne-t-il pas précisément toutes les dépendances pour en tenir les fils rassemblés entre ses mains? Ainsi disparaît pour les individus et les groupes la faculté de s'appuyer sur une communauté pour faire pièce aux tendances oppressives d'une autre; servitude et massification sont les effets de l'uni-appartenance. C'est pourquoi l'on propose de scinder la patrie — communauté raciale, linguistique, spirituelle — de la communauté organisée des citoyens; la nation et l'Etat cessant de se confondre, on se débarrasserait à jamais du nationalisme.

Un tel calcul comporte une large part d'erreur. Le tableau actuel des nations montre que celles-ci sont souvent le produit du pouvoir. Comment alors rendre les nations responsables du nationalisme — mieux nommé «stato-nationalisme»? Si l'Alsace est française, l'Autriche indépendante, si la Suisse existe, si le pays de Galles n'est pas souverain comme l'Irlande, c'est parce que des facteurs politiques ont contrarié le processus d'auto-organisation des patries naturelles. Or les patriotismes alsacien et suisse n'en sont pas moins des plus vigoureux. Cela prouve que le nationalisme n'est pas l'apanage des patries naturelles, mais accompagne tout processus étatisant. L'Etat sécrète la patrie au moins autant que la patrie l'Etat. Dès lors n'est-il point illusoire d'attendre de la séparation patrie — Etat qu'elle supprime tout germe de nationalisme? Des régions-Etats risquent de devenir à leur tour des nations, et de susciter les mêmes ferments. La vraie garantie doit être recherchée dans une autre direction. Elle réside dans l'abolition des souverainetés. Car c'est l'absolu de la souveraineté qui, hypostasiant la nation, l'affranchit de toute soumission au droit, et fait une jungle de la société des peuples.

L'observation confirme ce jugement: le nationalisme se déchaine avec l'Etat souverain, mais disparaît dans l'Etat fédéré. Le caractère ethnique ou anethnique de

l'Etat fédéré se révèle tout à fait secondaire au regard du fait primordial d'abolition de la souveraineté. Aussi ne sommes-nous guère sensible à la nécessité éprouvée par certains d'édifier une fédération de régions économiques au lieu de la Fédération des ethnies.

Il reste — nous l'avons constaté — que les relations de la patrie à l'Etat sont partiellement réversibles, et qu'une patrie naturelle, comme l'ethnie, comporte, bien plus qu'une région économique, d'éléments spirituels, moraux, affectifs, de nature à consolider la puissance de l'Etat. Est-ce à déplorer? Dans la mesure où l'ethnie entre en fédération, c'est-à-dire abandonne toute armée et souveraineté, dans la mesure où le découpage ethnique, effectué avec impartialité et dans le respect de la volonté des peuples élimine les causes habituelles de friction, n'est-il pas souhaitable que se maintiennent les patriotismes nationaux face à la puissance de la Fédération? Le morcellement extrême qu'elle entraîne condamne à lui seul, à nos yeux, pour l'Europe, la Fédération des régions. On maintiendra donc un échelon intermédiaire entre la Fédération et les régions, les ethnies relayant dans ce rôle les Etats historiques.

§ 3 La Fédération des ethnies

A l'opposé de la région poly-ethnique, la région pan-ethnique ou ethnie réalise l'idéal du fédéralisme ethnique sous sa forme la plus achevée.

Le principe en est simple: les peuples de même langue et culture sont autorisés à se rassembler en communautés politiques qui formeront les membres directs de la Fédération. En admettant que chaque peuple fasse usage de ce droit et se réunisse ainsi à ses frères de langue, l'Europe deviendrait au sens propre et littéral une fédération d'ethnies. Il apparaît d'emblée que les unités composantes seraient fort inégales par la superficie, la population, la puissance économique et financière: d'un côté les îles Féroé avec 36.000 habitants, la Laponie avec 33.000 et, de l'autre, les 53 millions de Français et les 80 millions d'Allemands. Mais les Etats actuels ne présentent-ils pas des écarts comparables, si l'on songe aux Etats exigus, à l'Islande qui, pour 160.000 habitants, se voit reconnaître toutes les prérogatives de la souveraineté? Les cas extrêmes sont l'exception; et l'Europe des ethnies ne sera pas plus disparate dans son ensemble que la marqueterie helvétique ou les Etats-Unis d'Amérique aux cinquante Etats inégaux. L'essentiel est qu'aucune unité ne domine à elle seule les autres de sa masse — ce qui est l'un des vices rédhibitoires de l'Union soviétique — mais que quatre ethnies importantes — Allemagne, Angleterre, France, Italie — se fassent mutuel contrepoids.

Le fédéralisme interne imposé à toutes les grandes et moyennes ethnies en tempère d'ailleurs les inégalités. Les ethnies les plus réduites, au lieu de devenir des membres directs de la Fédération, se verraient conférer l'autonomie au sein de telle ou telle ethnie-membre: ainsi procède la Constitution soviétique pour la très grande majorité des groupes. Il conviendra pourtant de ne pas faire usage de la technique stratificatrice contre la volonté des peuples. Si une nationalité, si faible soit-elle, la féroéenne par exemple se perçoit comme nation distincte, aucune considération pratique d'efficacité constitutionnelle n'autorise à la maintenir ou à l'inclure dans une autre ethnie; si l'archipel des Féroé le désire, il fera partie *omnisso medio* de la Fédération.

Le fédéralisme ethnique n'empêche pas de faire leur juste place aux considérations économiques. Car la division en régions subsiste intégralement; et rien n'interdit de concentrer à ce niveau d'importantes compétences d'ordre économique et social. En

outre des relations privilégiées pourront se nouer librement par-dessus les limites ethniques pour tenir compte des affinités et complémentarités d'intérêts. Le fédéralisme est suffisamment riche en formules de coopération de toutes sortes pour susciter les institutions économiques que réclameraient des régions d'appartenance ethnique distincte.

M. François Fontan préconise un ethnisme particulièrement radical qui, sur deux points essentiels, diffère du présent schéma. L'auteur d'une part, tient la langue pour un critère absolu; d'autre part il refuse l'établissement entre les nations du moindre lien fédéral, se contentant d'un minimum d'institutions coopératives.

Le primat du critère linguistique repose sur une analyse fondamentalement exacte du fait national; il ne saurait cependant qu'être proposé à la réflexion des peuples, et non imposé. Bien que le fait helvétique doive dans une Europe fédérée perdre finalement le plus clair de sa signification, nul par exemple, sauf le peuple suisse lui-même, n'a le droit de supprimer la Suisse. De même, qui empêcherait les Galles de se sentir Bretons quoiqu'ils ignorent la langue bretonne? Quant à la négation du fédéralisme, elle repose sur l'illusion généreuse de nations faites par nature pour s'entendre et se respecter. L'élimination de toute structure fédérale apporterait aux ethnies l'indépendance parfaite, absolue. Mais cette vue suppose une humanité angélique, et rejoint le communisme de la «phase supérieure». En outre, fût-elle pratiquement réalisable, l'indépendance absolue des ethnies contreviendrait à l'unité du fait humain. Différenciés en ethnies et individus, et par là divers, les hommes n'en participent pas moins de la même essence et possèdent des intérêts communs fondamentaux. L'humanité, diverse, se présente aussi comme un «tout». Il en résulte que, si fondées qu'elles apparaissent, les libertés individuelles et les autonomies communautaires ne sauraient entamer la nécessité d'une organisation commune au niveau des continents et au niveau suprême du monde unifié.

L'ethnisme fédéral offre au demeurant, et sans en présenter les dangers, les mêmes avantages que la doctrine de M. Fontan. Les unités panethniques n'assurent-elles pas entre tous les membres de l'ethnie des relations d'une commodité et d'une intensité maximum? Ainsi sont garanties l'unité et la pureté linguistique et les conditions les plus favorables à l'essor culturel. La dégradation du français valdôtain ou anglo-normand ne se serait pas produite si ces régions marginales n'avaient été politiquement séparées du gros de l'ethnie. L'existence d'un peuple implique au demeurant des rapports intérieurs plus intenses que ses relations avec l'extérieur; sans cela le groupe finit par se dissoudre dans le milieu environnant. Le panethnisme tient compte de cette vérité première en portant la sociabilité ethnique à son degré le plus haut.

On ne saurait craindre cependant l'apparition d'un jacobinisme ethnique. L'homogénéité linguistique ne fait pas obstacle à la diversification des foyers de culture; et la structure régionale des ethnies la garantit. Une France avec la Wallonie et la Romandie, mais réorganisée selon les principes du fédéralisme interne, et comportant de ce fait une pluralité de centres culturels régionaux capables de rivaliser avec la capitale, servirait beaucoup plus utilement la culture française que l'hégémonie de Paris sur l'ethnie tronquée; si appréciable qu'elle soit, l'existence de quelques foyers de rayonnement français hors frontières ne compense pas, et de loin, le tarissement des sources vives qui résulte pour la «province» de la centralisation parisienne. Il y a moyen, tout en rapprochant Liège ou Lausanne du centre ethnique commun — et en les rendant par là plus actifs et solidaires — d'émanciper Bordeaux et Lyon. On peut tout à la fois remembrer l'ethnie et la détendre: des ethnies rassemblées et régionalisées

réalisent ce double mouvement en sens opposé; la solution est en parfait accord avec la méthodologie du fédéralisme qui appelle une «rééquilibrage» permanente des tensions et le réajustement constant des institutions aux situations.

La Fédération des ethnies est le couronnement rationnel du courant nationalitaire; elle rend aux hommes leurs patries vraies; elle désaliène et pacifie. Nul doute qu'instruits et formés les peuples peu à peu ne l'adoptent. Sans doute faudra-t-il se familiariser avec la carte politique nouvelle, prendre acte peut-être d'une Wallonie française et d'un Euskadi indépendant. Mais les modifications à intervenir n'apporteront aucune gêne, n'affectant pas les frontières d'Etats souverains, mais simplement les limites d'Etats fédérés. Le visage de l'Europe d'ailleurs ne sera guère changé; car les ethnies correspondent en gros aux Etats actuels et leur nombre — U. R. S. S. excepté — est équivalent. Seules auraient disparu les nocives souverainetés. Une fédération de régions économiques serait, en supprimant la nation, infiniment plus traumatisante pour la conscience commune. On peut même se demander si l'Européen, dépouillé de la patrie traditionnelle n'irait pas reporter sur la Fédération un culte rendu désormais impossible. Dans ce cas la Fédération s'en trouverait grandement déséquilibrée, l'élément unitaire l'emportant sans rémission sur les autonomismes centrifuges. Aux inconvénients internes de la situation viendrait d'ailleurs s'ajouter le risque externe d'un nationalisme européen. Les régions économiques face à la Fédération, ne «font pas le poids»; indépendamment de ses mérites intrinsèques, la Fédération des ethnies s'impose pour cette simple raison.

Chapitre II Modalités particulières

Section I La stratification ethnique

Les problèmes de stratification ethnique seront résolus en principe par les intéressés eux-mêmes. La technique répond à différentes situations:

1° Il s'agit d'abord d'une ethnie bien typée et normalement promise à l'imédiateté fédérale, mais que des considérations pratiques impérieuses poussent à s'agréger à une autre ethnie. Les raisons peuvent tenir, soit à l'exiguïté — les îles Féroé par exemple — soit à la situation géographique: le cas des nationalités enclavées, tel le groupe Székler hongrois de Roumanie.

2° Il peut s'agir aussi d'une ethnie qui, de quelque dimension qu'elle soit, n'a qu'un faible sentiment de sa personnalité propre, de telle sorte qu'au lieu de se vouloir radicalement distincte, elle se perçoit comme simple composante d'une autre ethnie.

C'est la situation de certains groupes bilingues, spécialement lorsque la langue maternelle n'est qu'un idiome de faible rayonnement. Obligées d'adopter une seconde langue — langue de culture et d'ouverture sur le monde —, ces communautés s'incorporent souvent de ce fait à l'ethnie dont elles empruntent la civilisation. Et l'ancienneté des liens accentue la dépendance. Sans vouloir préjuger de la décision souveraine des peuples, on peut imaginer que tel est le cas des Romanches vis à vis de la Suisse allemande, des Frioulans face à l'Italie, des Sorabes en Allemagne, des Lapons en Scandinavie. Pour des raisons différentes, d'ordre politique, des pays comme l'Alsace ou le Luxembourg offrent une situation comparable. Trilingues — avec un patois allemand pour idiome courant et un double accès aux cultures française et allemande —, ces régions peuvent hésiter entre l'ethnie française et l'accès direct à l'Europe.

Quels que soient les droits et garanties qui puissent lui être consentis — à commencer par le droit d'obtenir son rattachement direct à la Fédération —, l'ethnie

incluse est tenue au bi- ou trilinguisme; ses sujets n'ont pas comme ceux de l'ethnie fédérée le libre choix d'une deuxième langue. On peut lui ménager une représentation directe au Parlement fédéral, mais dans des conditions de moindre efficacité. Sa participation aux révisions constitutionnelles est également affaiblie.

A cause de l'inégalité qu'elle entraîne, la stratification ne saurait être imposée. Nous exigeons même l'accord des deux parties, c'est à dire le consentement aussi de l'ethnie recevante. Seules des circonstances exceptionnelles — comme l'exiguïté de l'ethnie ou l'imbrication des territoires — pourraient légitimer un rattachement d'office prononcé par voie d'arbitrage fédéral dans l'intérêt du groupe en difficulté.

Les rapports entre l'ethnie incluse et l'ethnie recevante seront soumis aux principes de la Constitution fédérale; celle-ci garantira une participation équitable de l'ethnie incluse à élaboration et à la révision de la Constitution de l'ethnie recevante.

3° Il existe enfin une troisième variété de stratification qui échappe quant à elle — sur le plan linguistique tout au moins — au reproche d'inégalité: c'est le cas des ethnies bi- ou pluri-lingues par juxtaposition. Si la Suisse par exemple entre en tant que telle dans la Fédération, les communautés alémanique, romande, italienne ne seront pas en rapport direct avec l'Europe, mais dans une situation de médiation européenne. C'est bien un cas de stratification politique. Cependant les citoyens des trois communautés — à la différence des Romanches ou, hors de Suisse, des Alsaciens, des Corses, des Frisons... — ne sont pas astreints à pratiquer d'autre langue que leur langue maternelle; ils demeurent ainsi, tant dans leurs rapports mutuels que vis-à-vis des ethnies extérieures, dans une position de stricte égalité culturelle. Le bilinguisme par juxtaposition ne comporte jamais la hiérarchisation et l'inégalité du bilinguisme par superposition. C'est seulement du point de vue politique et administratif que les groupes alémanique, romand et tessinois subissent, non certes dans leurs rapports mutuels, mais vis-à-vis des ethnies extérieures, une certaine et inévitable inégalité statutaire; du moins l'auront-ils librement assumée en refusant, pour conserver la Suisse, l'accès direct à l'Europe.

Section II Territorialité et personnalité des statuts

La territorialité linguistique qui tient compte du rôle du sol dans la sauvegarde et le développement du patrimoine ethnique doit être préférée à la personnalité des statuts¹. Chaque ethnie trouve en effet dans les sites, le paysage, les monuments, des sources spécifiques d'inspiration et le témoignage de sa propre continuité; il est normal, il est bon que l'ethnie dispose d'un territoire bien à elle.

Pourtant, dans certaines hypothèses, le régime de personnalité linguistique apparaît comme le seul rempart possible contre l'assimilation; on n'hésitera pas alors à y recourir. Tel est le cas des groupes linguistiques qui cohabitent mêlés les uns aux autres dans une même ville — Bruxelles, Bienne, Turku-Aabo, les villes d'Alsace — ou bien à la campagne, et parfois par de vastes territoires: Banat, Transylvanie, Dobroudja etc...

Si diverses soient-elles, ces situations présentent une similitude foncière qui appelle une certaine identité de solutions. Dans tous les cas s'impose la différenciation des statuts linguistiques afin de permettre aux différents groupes de gérer eux-mêmes leurs affaires propres, c'est-à-dire les questions de culture. En revanche l'unité du territoire exige le maintien de compétences communes dans le domaine de la police, des travaux publics et des services autres que les services culturels. Il faudra donc prévoir une

¹ Confer supra, p.

double organisation parallèle, l'une commune, l'autre différenciée, et cela de la base au sommet, de la commune à la région. A l'exemple de Chypre, les villes comporteront à côté d'une « municipalité territoriale » commune, deux ou plusieurs municipalités « personnelles » ou « ethniques ». Et au niveau de la région et de l'ethnie, une assemblée accueillera les délégués des communes ethniques. Dans le cas d'un territoire poly-ethnique à communes ethniquement homogènes, l'organisation ethnique différenciée ne sera instituée qu'aux niveaux utiles, c'est-à-dire à partir de la circonscription supérieure où reparait le phénomène de cohabitation. Seules les ethnies indigènes, à l'exclusion des immigrés, accéderont au bénéfice de la personnalité linguistique.

Selon les dimensions, sa configuration géographique, et finalement la volonté de sa population, le territoire mixte pourra former un district autonome au sein d'une région, constituer à lui seul une région, ou même accéder à l'immédiateté fédérale; ce dernier statut pourrait convenir à Bruxelles, à Chypre, à la Transylvanie. En cas d'opposition entre les groupes, la Fédération tranchera.

Le rattachement direct à la Fédération du territoire mixte garantit seul l'égalité absolue; comme toute organisation stratifiée, le district autonome laisse subsister au contraire un minimum de subordination minoritaire. Il est des cas pourtant où la pression des circonstances imposera cette modalité: irait-on détacher Trieste de l'Italie, ou empêcher le remembrement du Tyrol, sous le prétexte qu'ici et là sont établies d'importantes minorités — respectivement slovène et italienne —? Mais l'égalité des communautés requiert une autre condition, d'ordre intérieur celle-ci: l'unité fédérée de population mixte doit réserver à chacune de ses composantes — quelle qu'en soit l'importance relative, au-dessus d'un certain minimum absolu — sa participation égale au gouvernement et un pouvoir identique de décision. Cela implique un parlement poly-ethnique paritaire, avec, pour toute mesure grave, le vote à l'unanimité des groupes.

Tandis que le personnalisme inégalitaire fait pendant à l'autonomie territoriale le personnalisme égalitaire réalise le lien fédéral et mérite, seul, l'appellation de « fédéralisme personnel ». La subsistance inévitable dans la société fédérale de certaines situations, territoriales ou personnelles, d'inégalité peut être envisagée sans inquiétude. Elles seront rares et relatives — sauf le cas d'arbitrage fédéral — à des groupes consentants. En outre, la présence d'un pouvoir politique superposé jouera dans un sens égalisateur. Par-dessus les structures territoriales ou personnelles de l'organisation ethnique locale, la Fédération prend le sens d'un ordre personnel englobant. Les langues de toutes les ethnies composantes seront en effet en même temps langues officielles de la Fédération; les services fédéraux devront les accepter à leurs sièges centraux et par tout le territoire où elles sont en usage, et même, pour les principales d'entre elles, au siège des directions régionales. De la sorte pas un Européen ne sera discriminé; et chacun aura le sentiment que tout est mis en oeuvre pour qu'il ne se sente nulle part étranger sur le sol fédéral.

Chapitre III L'auto-disposition en société fédérale

Nulle doctrine autant que le fédéralisme ne s'ouvre aussi largement à la libre disposition des peuples et de toutes les communautés; cela résulte du principe d'autonomie qui, en société fédérale, reçoit la plus grande portée.

Section I Le contenu

L'autonomie d'une communauté ne signifie pas seulement le pouvoir de se gouverner elle-même — autonomie simple — mais comporte d'abord le droit de définir librement son statut propre — autonomie constituante — et, antérieurement encore, celui d'affirmer son existence — acte de fondation de communauté volontaire, auto-reconnaissance de communauté naturelle. L'acte d'affirmation communautaire constitue l'auto-disposition au sens habituel du mot. A creuser ce concept, on lui découvre à son tour trois sens distincts complémentaires, tous d'égale importance: la déclaration d'existence, la définition du groupe, le choix d'une catégorie statutaire.

Au regard du principe d'autonomie, l'auto-disposition en son triple objet comporte corrélativement trois exigences; la société fédérale doit reconnaître aux communautés: 1° le droit d'accéder librement à l'existence — droit d'affirmation simple — 2° le droit de s'exprimer librement sur leur propre consistance — droit d'auto-délimitation — 3° le droit d'opter pour la catégorie d'Etat fédéré, pour celle de région, ou de district autonome — droit d'auto-qualification.

Pour prendre un exemple concret, l'autonomie ne confère pas seulement aux Basques le droit de se gouverner et d'élaborer eux-mêmes leur propre Constitution, mais comporte préalablement pour eux le droit de dire qu'ils constituent un peuple original, celui de fixer les limites d'Euzkadi, et celui de choisir enfin, s'ils le désirent, le statut d'immédiateté fédérale.

Autrement dit l'autonomie ne sera pas concédée à des groupes désignés et définis discrétionnairement par le constituant fédéral, mais elle s'imposera de la base, avec la pleine extension géographique et humaine et la qualité statutaire voulues par les intéressés.

La Constituante fédérale, aidée de Commissions spéciales offrant toutes garanties d'impartialité et de compétence scientifique, procédera aux enquêtes et vérifications nécessaires. Des référendums de décision auront lieu dans les territoires contestés, dont on précisera le cadre géographique avec le maximum d'objectivité et de rigueur, selon les règles en vigueur pour l'élaboration de l'hypothèse en méthodologie scientifique. Les groupes délimités se prononceront enfin sur le choix du statut: ethnie fédérée, région ou district autonome.

Le droit d'affirmation, de délimitation et de qualification communautaire survivra bien entendu à l'opération de fondation de la fédération. De même que les communautés conservent le pouvoir de modifier leur statut — pouvoir de révision constitutionnelle — de même elles gardent la possibilité de se dissoudre, de modifier leur assiette ou de changer de catégorie. Aussi une région ou un district autonome pourra toujours accéder après coup au rang d'ethnie fédérée; et les régions seront libres de passer d'une ethnie à une autre avec le consentement de l'ethnie recevante. Cette dernière hypothèse peut sembler théorique; qu'on imagine cependant le Tessin qui, ayant choisi dans un premier temps de rester suisse, demanderait par la suite son adhésion à l'ethnie fédérée d'Italie.

Section II Les limites

Aussi importante que le contenu, est la question des limites de l'auto-disposition. Leur nécessité se dégage des exposés précédents et s'inscrit en même temps — preuve de son réalisme — dans la doctrine fédéraliste.

L'auto-disposition des peuples en société fédérale ne saurait présenter le caractère primaire absolu qu'elle revêt dans la société des Etats souverains. Les ethnies, en effet, respectées dans leur existence et leur libre développement, n'ont plus besoin de cette arme juridique suprême de légitime défense; en outre la suprématie du droit, assortie de toutes sanctions nécessaires, n'est plus un vain mot.

1° La première limitation indispensable concerne l'interdiction de sortir de la Fédération. La société fédérale se renierait si elle admettait que puisse exister par rapport à elle-même un «au dehors». Sa vocation est universelle, et la mondialisation effectuée représente un aboutissement irréversible. Le fédéralisme envisagé comme simple recette politique pourrait au contraire s'accommoder de la sécession: il n'y a en effet aucune contradiction à ce qu'une société régionale de peuples se réduise ou s'accroisse. On remarquera d'ailleurs que la quasi-totalité des Fédérations politiques rejettent la sécession, consacrant par là de façon fragmentaire et mal consciente la doctrine fédéraliste.

2° Une seconde limitation tient aux principes constitutionnels qui définissent un certain type de structure fédérale. Nulle doctrine ne s'ouvre autant que le fédéralisme à la libre disposition des peuples et de toutes les communautés; mais le maintien de l'ordre fédéral lui-même suppose l'intangibilité de quelques principes fondamentaux. Ainsi la Constitution de l'Europe des ethnies devra mentionner la structure régionale des unités fédérées, de même que la participation des régions au gouvernement des ethnies et de la Fédération. Les régions ne pourront pas fusionner ou disparaître sans révision de la Constitution fédérale. Dans le même esprit, la libre disposition des communes ne saurait aboutir sans autorisation fédérale à la mutilation des régions.

3° L'auto-disposition sera soumise enfin à des conditions procédurales. La Constitution de la Fédération et celle des ethnies régleront dans le détail les changements territoriaux et les changements de statut. Parmi les modalités essentielles à prévoir, figure la création d'une instance arbitrale chargée de régler les contestations pouvant s'élever entre les ethnies dans l'exercice du droit d'auto-disposition; l'arbitrage fédéral organisera le cas échéant le partage ou instituera la personnalité des statuts. Tandis que la séparation pourra s'effectuer à la demande du groupe directement intéressé, la fusion réclamera l'accord des deux parties. L'auto-disposition ne saurait en principe aboutir à la formation d'enclaves. Ces principes pourront être assouplis par décision arbitrale.

Les intéressés auront eux-mêmes l'initiative de l'auto-disposition. Des pétitions dont la loi réglera les modalités déclencheront le référendum.

Zusammenfassung Ethnischer Föderalismus

Die europäische Föderation wird sich anfangs als ein Gefüge darstellen, das über den Nationalstaaten von heute, Deutschland, Frankreich, Italien, aufgebaut ist. Die europäische Revolution wird integral sein. Zu viele Kräfte sind an die Nationalstaaten von heute gebunden, als daß die Niederlage des einen nicht auch das Ende der anderen mit sich brächte. Ihrer Souveränität entkleidet, werden die Nationalstaaten nur noch ein Schatten ihrer selbst sein. Das Instrument der föderalen Revolution wird eine

Konstituante sein. Sie wird einen Katalog der Gemeinschaften, natürlicher und freiwilliger, sowohl wie kultureller, wirtschaftlicher und sozialer, aufstellen und ihnen ihren Platz in der föderalen Gesellschaft anweisen müssen. Sie wird für jede den Grad an Autonomie, an Teilnahmemöglichkeiten am Staat und die erforderlichen Garantien bestimmen. Unter diesen Gemeinschaften steht an unterer Stufe die Gemeinde; dann folgt die Region. Sie kann nach wirtschaftlichen, historischen oder kulturellen Gesichtspunkten abgegrenzt werden. Zwischen der Region und der Föderation kann es noch Zwischenglieder geben (vgl. nachstehend bei c).

Bei jeder Föderation gibt es Zentralisierungsbestrebungen und für die Glieder einen Punkt, von dem aus es keine Rückkehr mehr gibt. Man muß daher darauf achten, alles zu vermeiden, was den Unitarismus begünstigt. Daher dürfen die Glieder nicht zu klein sein. Ein Europa, das aus 200 oder 300 Einheiten besteht, wäre atomisiert.

Wenn man die historischen Staaten außer Betracht läßt, können Föderationen bestehen aus a) ethnisch indifferenten Regionen, b) monoethnischen Regionen, c) aus volkklichen Gemeinschaften (ethnies).

a) Die Struktur Italiens, Frankreichs oder Spaniens weist ethnisch indifferente, rein wirtschaftlich gesehene Regionen historischer Überlieferung auf. Diese Struktur führt aber in Wirklichkeit dazu, daß polyethnische Regionen entstehen (z. B. Trentino-Tiroler Etschland oder das Baskenland mit Einschluß von Bordeaux). Das führt dann in Wirklichkeit zu einem antiethnischen Charakter dieser zunächst nur anethnischen Regionen. Die europäische Föderation muß daher ethnisch gemischte Regionen zu vermeiden trachten, außer die Bevölkerung selbst will solche, wie z. B. in Graubünden oder im Wallis. In solchen Ausnahmefällen bedarf es aber eines inneren Föderalismus mit Garantien für die Volks- und Sprachpersönlichkeit der Minderheiten.

b) Bei den monoethnischen Regionen überschreitet keine die ethnischen Grenzen. Kleine volkkliche Gemeinschaften, wie die Färöer, Malta, Island, Slowenien oder die Slowakei, können für sich allein eine Region bilden, die größeren können noch in wirtschaftlich gegliederte Regionen geteilt werden. Der große Vorteil dieser Regelung ist, daß Staat und Nation aufhören, sich zu verschmelzen und man sich auf immer vom Nationalismus freigemacht hätte. Gleichzeitig würden die Gliedstaaten zufolge ihres homogenen Charakters eine ethnische Unterdrückung oder auch nur die Gefahr einer solchen ausschließen.

Allerdings würde eine zu große Zahl von Gliedstaaten — 200 oder 300 Regionen — die zentripetalen Tendenzen begünstigen und zu einem praktisch unitarischen Europa führen.

c) Was wir in Europa also anstreben müssen, ist eine Föderation der volkklichen Gemeinschaften (ethnies). Diese nimmt eine Mittelstellung zwischen der Föderation und den Regionen ein. Die volkklichen Gemeinschaften würden hierbei die Rolle der historischen Staaten übernehmen. Dabei wären die Völker gleicher Sprache und Kultur zu politischen Gemeinschaften geworden, die unmittelbar Mitglieder der Föderation sind. Der Einwand, daß nach Volkszahl und Größe zu bedeutende Unterschiede wären, wird durch die heutigen Verhältnisse in der Schweiz oder in den USA widerlegt. Hauptsache ist, daß kein Volk das andere durch seine Masse beherrscht.

Der Föderalismus der volkklichen Gemeinschaften gibt den Menschen ihre wahre Heimat und schafft Frieden. Man muß sich dabei mit einer neuen Landkarte vertraut

machen, auf der z. B. Wallonien französisch und das Baskenland unabhängig ist. Volksgruppen, die in solche Gemeinschaften eingestreut sind, z. B. Székler, bedürfen dabei einer besonderen Rechtsstellung. Ähnliches gilt für zwei- oder dreisprachige Gebiete. Dort, z. B. in Biel oder Äbo, ist das Prinzip der Personalstatuten und der Anerkennung der Sprachpersönlichkeit das einzige Bollwerk gegen die Assimilation. Solch gemischte Territorien müssen vorzugsweise der Föderation angehören. Ein polyethnisches Parlament der Föderation wird hier von Bedeutung sein.

Ein besonderes Kapitel ist die Selbstbestimmung im föderalen Gesellschaftsgefüge. Die dreifache Bedeutung des Selbstbestimmungsrechts, nämlich das Recht sich selbst zu regieren, das Recht, sich frei seine Satzung zu geben und das Recht, das eigene Dasein zu bejahen, bedeutet, daß die Föderation den Gemeinschaften auch drei Rechte einräumen muß: a) das Recht, frei sich als existent zu erklären, b) das Recht, sich frei über eigene territoriale Begrenzung zu entscheiden (auto-délimitation) und c) das Recht, sich entweder für den Gliedstaat im Bundesstaat, für die Region oder für den autonomen Verwaltungsbezirk zu entscheiden (auto-qualification). Es gibt auch Grenzen der Selbstbestimmung. Diese ergeben sich aus der föderalistischen Doktrin selbst. Das Selbstbestimmungsrecht hat ja in einer föderalen Gesellschaft nicht dieselbe Bedeutung wie in einer Gemeinschaft souveräner Staaten. Seine Schranken sind: 1. Verbot des Austrittes aus der Föderation, 2. Bewahrung der föderalen Struktur, mit Verbot von Verstümmelungen der Regionsgrenzen ohne Zustimmung der föderalen Instanz, 3. strenge Einhaltung der für die Ausübung des Selbstbestimmungsrechtes aufzustellenden Verfahrensvorschriften.

Jubiläen

Senator Dr. Karl Tinzl 75 Jahre

Zwei Männer sind es, welche seit den Tagen, da Südtirol vom übrigen Tirol losgelöst und aus dem österreichischen Nationalitätenreich in den italienischen Nationalstaat einverleibt wurde und die Südtiroler auf ihrem bis dahin unbestrittenen Heimatboden in ein Minderheitenschicksal gestürzt wurden, die menschlichen Säulen des Ringens um Freiheit und Recht für eine bedrängte Volksgruppe gewesen sind: der verewigte Kanonikus Michael Gamber und sein treuer Freund Dr. Karl Tinzl.

Mit Dank und Ehrerbietung gedachte das ganze Tiroler Volk und in einer besonderen Feier die Südtiroler Volkspartei des selbstlosen Einsatzes, den Dr. Karl Tinzl, der am 4. Oktober 1963 sein 75. Lebensjahr vollendete, für seine Heimat geleistet hat. Als Sohn eines Rechtsanwaltes in Schlanders im Vinschgau am 4. Oktober 1888 geboren, besuchte er das berühmte Benediktinergymnasium in Meran (der Faschismus löschte es aus), promovierte sub auspiciis imperatoris an der Universität Innsbruck am 14. Mai 1912 zum Doktor der Rechte. Seine ausgezeichnete Begabung zeichnete ihm den Weg zum akademischen Lehramt vor. Aber zunächst mußte er zur Verteidigung der Heimatfront an die Dolomitenfront und nach dem unglücklichen Ausgang des ersten Weltkrieges erkannte er die Notwendigkeit, sich ganz seiner Heimat Südtirol zur Verfügung zu stellen und verzichtete auf ein akademisches Lehramt. Er ließ sich als Rechtsanwalt nieder und wurde 1921 und abermals 1924 auf der Liste des Deutschen Verbandes in die römische Kammer gewählt. Mutig trat er und der Abgeordnete Baron Sternbach dem Faschismus entgegen, welcher das Schulwesen in Südtirol unterdrückte und beide brachten im Mai 1925 gemeinsam einen Antrag auf Wiederherstellung des deutschen Unterrichtes ein. Nach Auflösung des Parlamentes war Dr. Tinzl seinen Landsleuten Ratgeber und Helfer und stand auch in den schweren Zeiten der Option

seinem Volke bei. Im Dezember 1943, während der deutschen Besetzung Italiens, wurde er mit der Leitung der Präfektur Bozen betraut und übte sein Amt so aus, daß weder die Alliierten noch eine italienische Behörde ihm später einen Vorwurf machen konnten. Nach Wiedererlangung der Staatsbürgerschaft wurde er von der Südtiroler Volkspartei, der er seit ihrer Gründung 1945 angehört, als Kandidat für die Kammer aufgestellt und mit mehr als 60.000 Vorzugsstimmen gewählt, 1954 bis 1956 war er auch Obmann der Südtiroler Volkspartei und im Mai 1958 wurde er zum Senator des Wahlbezirkes Brixen gewählt. Es ist hier nicht möglich, die von ihm geleistete Arbeit auch nur anzudeuten. Unermüdet hat er seine ganze Arbeitskraft für alle Anliegen der Volksgruppe eingesetzt und ließ sich niemals einschüchtern und enttäuschen. Zahllos sind die von ihm eingebrachten Gesetzesentwürfe und Interventionen, zahllos seine Ratschläge und seine Hilfeleistungen, die er hingebend und persönlich jedem, der sich an ihn wandte, entgegenkommend vollbracht hat. So ist er mit ganz Südtirol, mit alt und jung, in engstem Kontakt. Dabei zeichnen ihn zu seinen geistigen Gaben auch schlichte Lebensführung und Bescheidenheit aus, wie sie nur ganz großen Menschen gegeben ist. Die Stimme von Senator Dr. Tinzl hatte einst im Kreis des Europäischen Nationalitätenkongresses großes Gewicht und er trug auch zur Verwirklichung der Föderalistischen Union Europäischer Volksgruppen und zur Erneuerung der Zeitschrift „Nation und Staat“ als „Europa Ethnica“ bei. Fest verwurzelt in seine Tiroler Heimat, war er stets Feind jeglichen Nationalismus und suchte den Brückenschlag von Volk zu Volk und war um jenes Verständnis bei den Italienern bemüht, das er ihnen als wahrhafter Europäer und Katholik immer entgegengebracht hat. Sein absoluter Gerechtigkeitsinn zeigte sich ebenso in seinem rückhaltlosen Eintreten für die Wahrung der Rechte der deutschen Volksgruppe in Südtirol wie sein Verhalten gegenüber den Italienern. Mögen ihm nach den Härten und der vielen Last eines ganz im Dienste des Volkes stehenden Lebens noch viele Jahre geschenkt werden, damit er seiner Familie erhalten und seinen Südtirolern als treuer Ratgeber zur Seite stehen kann und auch noch erleben, daß Freiheit und Recht im so sehr heimgesuchten Südtirol wieder einkehren.

Vom Leben der Volksgruppen

BELGIEN

Die deutsche Sprache in Belgien

Die neuen belgischen Sprachgesetze regeln nicht nur Probleme des französischen, flämischen und des zweisprachigen Brüsseler Gebietes, sondern auch der kleinen deutschsprachigen Zone. Die bisherige Regelung beruhte in der Hauptsache auf einem Gewohnheitsrecht. Obwohl die neuen Bestimmungen eine Bevölkerung von höchstens 60.000 Seelen angehen, sind sie reichlich kompliziert. Da die Techniker der Sprachenfragen, die im Innenministerium über einen eigenen Verwaltungsapparat verfügen, es so haben wollten, werden im Osten des Königreichs drei Zonen mit unterschiedlichem Sprachensystem geschaffen. (Das ebenfalls deutschsprachige Gebiet um Arel in der altbelgischen Provinz Belgisch-Luxemburg blieb bisher unberücksichtigt. D. Red.)

Die erste Zone umfaßt 26 Gemeinden der Verwaltungskantone Eupen und St. Vith. Sie wird geordnet durch Art. 5 des Gesetzes über Anwendung der Sprachen in der Verwaltung. Dieser Artikel konsolidiert den bisherigen Zustand. Deutsch bleibt die interne Verwaltungs-, Gerichts- und Unterrichtssprache. Im Verkehr mit dem Publikum wird das bisherige System, das sich bewährt hat, beibehalten. Es handelt sich dabei um den „*bilinguisme externe*“, einen Begriff, der von den Sprachtechnikern des Innenministeriums erfunden wurde. In diesem Landesteil darf dieses System mit dem „*unilinguisme interne*“ verknüpft werden, während die Zweisprachigkeit sonst hinter den schwarzgelbten Grenzplänen nicht gerne gesehen wird.

Ankündigungen und Mitteilungen können demnach auch in französischer Sprache erfolgen. Im Amtsverkehr mit den Brüsseler Zentralbehörden und den Lütticher Provin-

zialbehörden kann jedoch die deutsche Sprache verwendet werden. Die Militärdienstpflichtigen können, wie bisher, auf Grund des besonderen Sprachengesetzes für die Armee aus dem Jahre 1938 ihren Militärdienst bei einer deutschsprachigen Einheit der Ardennenjäger in Vielsalm absolvieren.

Eine zweite Zone (Malmédy, Bellevaux-Ligneuville, Bevercé, Faymonville, Robertville und Waismes) umfaßt die sechs Gemeinden des überwiegend französischsprachigen Verwaltungskantons Malmédy, welche bis zum Versailler Vertrag von 1919 die sogenannte „preußische Wallonie“ bildeten. Dort können „sprachliche Erleichterungen“ — ein anderer terminus technicus der belgischen Sprachenpolitik — für den deutschsprachigen Bevölkerungsteil, der dort eine Minderheit bildet, von den lokalen Gemeinderäten bewilligt werden.

Eine dritte Zone (Baelen, Gemmenich, Henri-Chapelle, Hombourg, Membach, Montzen, Moresnet, Sippenaeken und Welkenraedt) wird aus neun Gemeinden gebildet, die seit dem Wiener Kongreß von 1815 der Provinz Lüttich angeschlossen sind und in denen bis 1914 die deutsche Sprache teilweise vorherrschte. Welkenraedt ist die größte dieser „altbelgischen“ Gemeinden, die Wert darauf legen, sich von den „neubelgischen“ der Kantone Eupen-Malmédy-St. Vith zu unterscheiden. Die Existenz einer deutschsprachigen Bevölkerung in diesen neun „altbelgischen“ Gemeinden veranlaßte das Dritte Reich, sie während des Zweiten Weltkrieges zu annektieren. Sie wurden durch eine Verordnung Hitlers in den deutschen Staatsverband einverleibt.

Schon die politischen Auswirkungen des Ersten Weltkrieges und erst recht die des Zweiten Weltkrieges hatten in diesen Gemeinden zu einer weitgehenden Ausschaltung der deutschen Sprache geführt. Der sprachliche Assimilationsprozeß wurde dort von der Bevölkerung gewünscht und gefördert.

Die ersten Projekte, die von der Regierung den neun Bürgermeistern unterbreitet wurden, um dort der deutschen Sprache in irgendeiner Form ein Heimatrecht zu geben, stießen auf allerschärfsten Widerstand. In der Kammer kam dann im letzten Augenblick ein Kompromiß zustande, dem die Abgeordneten des davon berührten Bezirks Verviers zustimmten. Der Innenminister kann nun auf Grund der neuen Fassung des Artikels 45 nach vorheriger Anhörung der Gemeinderäte auf dem Verordnungsweg das ebenfalls von den Sprachtechnikern ausgeklügelte System der „personalisierten sprachlichen Erleichterungen“ anwenden. Einwohner, die sich in deutscher Sprache an die Verwaltung wenden, müssen dann in dieser Sprache bedient werden. Ein Jahr nach Inkrafttreten sind jedoch diese Verordnungen dem Parlament zu überweisen, und Kammer und Senat müssen ihnen Gesetzesform geben.

An sich — und dies muß unterstrichen werden — besteht heutzutage in den deutschsprachigen östlichen Gebieten Belgiens kein sprachliches Problem. Das wurde bei der Diskussion im Parlament von dem einzigen deutschsprachigen Abgeordneten, Willy Schyns, der der christlichsozialen Fraktion angehört, denn auch gebührend hervorgehoben. Man kann auch ein guter Belgier sein, ohne Französisch oder Flämisch zu sprechen, so sagte er, und erhielt von der Regierungsbank dafür die Zustimmung des Erziehungsministers Victor Larock.

In diesen ruhigen Grenzbezirk versuchen jedoch wallonische und flämische Extremisten ihre sprachlichen Zänkereien und Eigenbrötleien hineinzutragen. Flämische Organisationen behaupten, die deutschsprachigen Bewohner dieser Gegend seien „germanisierte“ Flamen. Sie haben aber noch niemand in Eupen oder in St. Vith von den Vorteilen überzeugen können, die darin bestünden, die deutsche Sprache zugunsten der flämischen aufzugeben. Dank mundartlicher Nachbarschaft steht die Bevölkerung dieser Dreiländerecke auch im besten Einvernehmen mit den Niederländern des Maastrichter Zipfels.

„Neue Zürcher Zeitung“, 35. August 1963

Die neuen Sprachengesetze

Die so sehr umstrittenen Gesetze über den Gebrauch der flämischen und wallonischen Landessprache, welche die Regierung Lefèvre in der belgischen Kammer eingebracht hatte, wurden am 12. Juli mit 157 Ja- gegen 33 Nein-Stimmen angenommen.

Am 1. September traten die neuen Sprachengesetze in Kraft, wobei es mehrfach zu Demonstrationen kam. Es demonstrierten mehrere 1000 Wallonen im Gebiet von Fourons bei Lüttich gegen die Neufestlegung der Sprachgrenze, da hier sechs Gemeinden mit rund 4500 Einwohnern aus der wallonischen Provinz Lüttich gelöst und der flämischen Provinz Limburg eingegliedert werden. Insgesamt wurden 23 Gemeinden mit gemischter wallonisch-flämischer Bevölkerung von 86.439 Einwohnern, die bisher verwaltungsmäßig zu Flandern gehörten, in die Wallonie eingegliedert. Dagegen kamen 22 Gemeinden mit 20.377 Einwohnern, die bisher zur Wallonie gehörten, zu flämischen Provinzen.

Die Gesetze über den Brüsseler Bezirk, der zweisprachig wird, und über die sprachlichen Vorschriften im Schulwesen müssen noch durch Ausführungsdekrete ergänzt werden, während die in den Provinzen gezogenen Sprachgrenzen sogleich wirksam wurden.

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

Patenschaftstreffen auf Skamlingsbanke

Dänemarks Kultusminister Julius Bomholt ergriff bei dem Patenschaftstreffen der dänischen Minderheit an der traditionsreichen Versammlungsstätte Skamlingsbanke am 18. August das Wort: „An der Grenze werden die Linien klarer gezogen als andermorts. Im Grenzland schneiden sich die Kreise. Man kennt einander, aber man muß sich verstehen, Einsicht bahnt den Weg zum Verständnis. Den Mischmach müsse der Grenzbewohner jedoch vermeiden und nach der klaren Formel leben: ‚So bist Du und so bin ich‘. Das Verständnis für die Anschauungen des anderen soll nicht zu zahmer Einigkeit mit ihm führen, aber zu Toleranz, die das Recht des anderen respektiert, sich in Übereinstimmung von Gesinnung und Seele zu entfalten. Daraus entspringt die Berechtigung für die Tätigkeit der Minderheiten. Ein europäischer Zusammenschluß wird die Minderheitenpolitik nicht weniger bedeutungsvoll machen. Im Gegenteil: Selbst wenn eine Nationalitätengrenze weniger deutlich auf wirtschaftlichem Gebiet wird, bewahren Minderheiten doch ihre kulturelle Eigenart und müssen sie weiter erhalten. Die politische Stellung im Grenzland wird in den kommenden Jahren zweifellos von einer wachsenden kulturellen Entfaltung geprägt sein, und das von deutscher und von dänisch-nordischer Seite. Auch unsere Kultur hat eine Herausforderung und eine Antwort zu geben. So viele Kanäle wie nur möglich müssen in Anwendung genommen werden. Es ist gut, wenn viele Südschleswiger dänische Hochschulen besuchen und sehr erfreulich, wenn sie danach in ihren Landesteil zurückkehren und die verbesserten Möglichkeiten nutzen. Es wäre eine gute Sache, wenn man im Grenzland in den Schulen beidseitig die Sprachen kennenlernen würde. Je mehr Internationalismus, desto tiefer muß das Nationale wurzeln. Je mehr Technik, desto mehr Bedeutung erhält die Geisteskultur — sie ist die stärkste Kraft im Leben des Grenzlandes.“

Niels Bøgh Andersen legte ein Bekenntnis zur dänischen Volksgemeinschaft ab: „Die Achtung vor der Freiheit der nationalen Gesinnung des einzelnen Menschen gewinnt mehr und mehr Raum in unserem Grenzland. Das gegenseitige Verstehen der Völker ist im Wachstum begriffen. Unser großes Zusammensein hier soll ein Bekenntnis zu unserer dänischen Gemeinschaft sein. Wir bekennen und bestätigen die Liebe zu unserem Mutterland. Für uns dänische Südschleswiger ist die Freude eine zehnfache. Den wesentlichen Schritt nach Hause, in unsere eigentliche Heimat, haben wir getan, das freie Bekenntnis zur Gemeinschaft mit Dänemark. Der Alltag aber fordert weiterhin Kampf und Willen von uns. Der Schlüssel zu Vergangenheit und Gegenwart ist die dänische Sprache, die einzig und allein die tiefsten Geheimnisse unseres gemeinschaftlichen Erbes erschließen kann. Wir Dänen in Südschleswig sind Ausläufer des modernen dänischen Volkstums. Vom Volkstum her führt der Weg zu dem, der die Völker verbindet. Wir Dänen in Südschleswig sind uns nicht selbst genug, wir müssen uns zur Gemeinschaft des gesamten Menschengeschlechts bekennen. Wir bekennen uns zur Gemeinschaft, wo nicht ein roter Strich die Grenze auf der Landkarte ist, sondern einzig und allein durch die Herzen freier und freigeborener Männer und Frauen. Der Tag kommt sicher, wo unter neuen Formen ein Einsatz mit all unserer gemeinsamen dänischen Stärke gefordert wird.“

Etwa zweitausend Südschleswiger und einige Hundert Reichsdänen waren bei dem Treffen auf Skamlingsbanke erschienen. Kultusminister Bomholt kündigte verstärkten dänischen Einsatz im Grenzland an.

Neuer Chefredakteur bei „Flensburg Avis“

Auf der 33. Generalversammlung der „Flensburg Avis“ A. G. wurde die Fusion mit dem Südschleswischen Verlag „Der Schleswiger“ G. m. b. H. gutgeheißen und eine Aktienkapitalerhöhung beschlossen. Es ist beabsichtigt, mit 31. März 1964 die beiden Verlage zu verschmelzen. Der fusionierte Verlag wird die beiden Tageszeitungen „Flensburg Avis“ und „Der Südschleswiger“ mit getrennten Redaktionen herausgeben.

Der bisherige Chefredakteur von „Flensburg Avis“, Jacob Kronika, tritt mit 1. Jänner 1964 zurück und es folgt der Hauptvorsitzende der politischen Organisation der dänischen Volksgruppe, des SSW, Lehrer Karl Otto Meyer als Chefredakteur.

„Der Südschleswiger“, 23. 9. 1963

Sechs Thesen von Ministerpräsident Dr. Lemke fürs Grenzland

Bei einer auf Einladung des Kopenhagener „Graensforeninger“ durchgeführten Südschleswiger internationaler Pressevertreter erklärte Ministerpräsident Dr. Lemke von Schleswig-Holstein im Flensbourghus in Flensburg am 24. September: „Das Verhältnis zwischen Deutschen und Dänen sollte ein Musterbeispiel sein, das sich als Muster nicht nur für Südtirol, sondern auch für das werdende Europa anbietet“, und stellte dann sechs Thesen für das Grenzland auf:

„1. Der Ministerpräsident des Landes Schleswig-Holstein ist für die Außenpolitik der Bundesrepublik nicht zuständig. Er hat aber als Regierungschef des einzigen Bundeslandes, in dem eine in sich geschlossene, politisch und kulturell wirksame Minderheit lebt, besondere Verpflichtungen für die Pflege der Beziehungen zu dem Nachbarstaat Dänemark.

2. Das Minderheitenproblem diesseits und jenseits der Grenze wird von uns im Sinne der Bonn-Kopenhagener Erklärungen mit der grundsätzlichen Einstellung betrachtet, daß beide Minderheiten loyal in dem Staat mitarbeiten, in dem sie wohnen.

3. Die Unterstützung des volklichen und kulturellen Eigenlebens durch die jeweiligen Organisationen der Minderheiten bzw. der Verbände, die den Minderheitenorganisationen bei ihrer Arbeit hilfreich zur Seite stehen, ist in einem demokratischen Staat eine durchaus legitime Aufgabe. Wir bekennen uns zu dieser Aufgabe, weil wir uns grundsätzlich zum Schutz der Minderheit im weiteren politischen Sinne bekennen. Die Landesregierung gewährt diese Unterstützung an die dänische Minderheit ohne politische Hintergedanken, ohne irgendwelche Bedingungen. Das letzte politische Ziel soll aber die vertrauensvolle Partnerschaft zweier Kulturen in unserem Lande sein.

4. Wenn ich Partnerschaft sage, dann meine ich das Neben- und Miteinander zwei verschiedener Volkstumskreise, nicht die Beherrschung des einen durch den anderen oder das Aufgehen der Kultur der Minderheit in der des Herbergstaates. Das künftige Europa, welche Staatsform es auch haben mag, darf nicht mit Gleichförmigkeit gleichgesetzt werden. In der Verschiedenheit unseres kulturellen Lebens, in der Verschiedenheit unserer politischen Tradition liegt die geistige Kraft eines kommenden Europas. So wie wir auch in Zukunft dänisch und deutsch, also eine unterschiedliche Sprache sprechen werden, werden wir auch — daß muß man ganz nüchtern sehen — im Rahmen unseres demokratischen Staatswesens nicht in den Grundformen, wohl aber in diesen und jenen Einzelheiten, unterschiedliche Auffassungen und unterschiedliche Sprachweisen haben.

5. Die nationale Grenze und die zur Zeit noch bestehende Grenze zwischen EWG und EFTA wird durch die Entwicklung sowohl des europäischen Gedankens als auch durch die Partnerschaft in der NATO in absehbarer Zeit nicht mehr die Bedeutung vergangener Jahre haben. Wir in Schleswig-Holstein behagen voll und ganz die europäische Entwicklung.

6. Das Recht der Minderheiten ist ein Recht der Selbstbestimmung. Jeder in unserem Lande soll frei bestimmen, welchem Kulturkreis er sich verbunden fühlt. Hieraus dürften ihm nicht nur keine Nachteile erwachsen, sondern er soll nach dem Gleichheitsgrundsatz unserer Verfassung auch die gleichen bildungsmäßigen und wettbewerbsmäßigen Chancen haben. So wie wir hierfür nicht aus Taktik, sondern aus Überzeugung eintreten, so bitten wir aber auch unsere dänischen Nachbarn um Verständnis und Mithilfe bei unserem Eintreten für das Recht auf Selbstbestimmung und das Recht auf Heimat für das ganze deutsche Volk. Das Land Schleswig-Holstein grenzt nicht nur an Dänemark, sondern hat von Lübeck bis zur Elbe eine mit Minen, Stachelndraht und Wachtürmen gespickte Demarkationslinie zu dem unfreien Teil Deutschlands. Hier liegt unsere „nationale Wunde“, deren Bedeutung, das ist jedenfalls meine Auffassung, nicht als innerdeutsches Problem allein angesehen werden kann, sondern die für alle freien Völker einen ernsthaften Grund zur politischen Zusammenarbeit bildet.

Wir wollen jeder auf unserem Platz dazu beitragen, noch vorhandene Ressentiments abzubauen und zu einem Freundschaftsverhältnis zu kommen, das nicht unbedingt in den Paragraphen eines Vertrages begründet werden muß, sondern das, was viel wichtiger ist, im gegenseitigen Vertrauen und Verständnis im Alltagsleben unserer Völker eine feste Wurzel findet.“

40 Jahre Südschleswiger Jugendverband

Der Sydslesvigsk danske Ungdomsforening feierte am 29. September 1963 in Flensburg seinen 40jährigen Bestand. Der 1923 gegründete Südschleswische Dänische Jugendverband zählt heute 97 Vereine mit 7564 Mitgliedern. Sein Vorsitzender Wilhelm Klüwer erklärte: „Wir sind dänisch. Nicht aus Gegnerschaft zum Deutschen, sondern weil im Dänischen für uns die menschlichen Werte beschlossen sind.“

Grenzlandkurse in der Volkshochschule Jarplund

Die „Nationale foreninger“ hielt am 12. und 13. Oktober in der dänischen Volkshochschule in Jarplund Grenzlandkurse ab. Es sprach Hochschulleiter Niels Bøgh-Andersen über „Deutsche Tradition und Gegenwart“, Lars Schubert über „Das sprachliche Problem“, S. Haugstrup Jensen über „Möglichkeiten des Volksliedes“ und Propst Hans Kvist über „Deutsche und dänische kirchliche Gesichtspunkte“. Letzterer stellte fest: „Die dänische Kirche in Südschleswig ist augenblicklich so stark, wie sie nie zuvor gewesen ist, auch nicht vor 1864.“

40 Jahre Friesisch-Schleswiger Verein

Die „Foringing for nationale Frase“, der friesisch-schleswische Verein, feierte am 19. Oktober seinen 40jährigen Bestand in Risum. Der Vorsitzende, Carsten Boysen, schilderte die Gründung des Vereins und Sammlung der bewußten Friesen durch Cornelius Petersen und Nan Mungard, Johannes Oldsen und W. L. Andersen. „Der Friesisch-Schleswische Verein erstrebt die allseitige Förderung friesischer Volksinteressen. Innerhalb Deutschland, dem Nordfriesland seit 1864 angehört, steht er loyal auf dem Boden der Verfassung. Der Friesisch-Schleswische Verein fordert weitestgehende Selbstverwaltung. Die Freien Nordfriesen haben durch viele Jahrhunderte bewiesen, daß sie ihr Gemeinwesen ohne fremde Einmischung leiten können.“ Der Redner schilderte die wechselvolle Vereinsentwicklung seit 1923 und erinnerte an das Memorandum vom 1. Oktober 1924 an die Landesregierung mit der Forderung nach friesischem Sprachunterricht, die Aufstellung einer Liste Friesland in Südtönen 1925, die Verbotzeit unterm Nationalsozialismus und das Wiederaufblühen nach 1945. „Wir möchten in Zukunft in Frieden mit Deutschen und Dänen zusammenleben und hoffen auf die Unterstützung beider Länder, um unsere Sache weiterführen zu können“, schloß Carsten Boysen, der Loofooged (Kreistagsabgeordneter) der Friesen ist.

Es gratulierten der Präsident der FUEV, Syvend Johansen, der Generalsekretär des SSF, Ronald Jörgensen, der Vorsitzende des SSW in Südtönen, Ernst Meyer, vom Rat der Friesischen Bewegung Toni Feitsma, der Landrat von Südtönen, Dr. Klaus

Petersen, der dänische Generalkonsul Prof. Tröls Fink und eine Reihe weiterer Gäste. Die Festrede hielt der dänische Landtagsabgeordnete Berthold Bahnsen, der erklärte, es sei wichtig, „in Kiel immer wieder zu betonen, daß alle drei Kulturen gleichberechtigt sind. Nicht Gelegenheitsfriese, sondern bewußter Friese müsse man sein, denn man könne gegen die anderen nur tolerant sein, wenn man fest im eigenen Volkstum wurzelt. In den Schulen lernt man heute Friesisch. In den nächsten zehn Jahren wollen und werden wir noch mehr schaffen für Frieslands Bestehen.“

Poles in the Federal Republic of Germany

There are about 120.000 Poles living in the Federal Republic of Germany at present, 50.000 of them being German citizens; they, or their ancestors, immigrated into Germany prior to 1933. These so-called "Westphalia-Poles" came to the Ruhr area at the end of the last century and found work in the coal mines. Another group — estimated at 70.000 — consists of persons who were not willing to return to their Communist-controlled home country after the Second World War; they have taken up residence in West Germany. Among them there are many who had been deported to Germany by the National Socialists as forced labourers or concentration camp prisoners. A great number of those families were transplanted to England during the past few years, but most of them returned to the Federal Republic of Germany. The reason they gave for their remigration was that they felt easier among the Germans. Of course, this attitude of persons who had been persecuted by the Nazis evoked great astonishment among their compatriots at home and in exile.

In the Federal Republic of Germany the Polish immigrants enjoy the same rights as the Germans, whether they have acquired citizenship or not. Most of them live in North Rhine-Westphalia, in the highly industrialized Ruhr area. The Polish intelligentsia in exile, however, (among them numerous well-known persons, such as the writers Marek Hlasko and Joseph Mackiewicz) have taken up residence around Munich, many of them having accepted engagements with the radio station "Free Europe". In Mannheim and in the Palatinate, too, there are a number exiled Poles who are serving in the guard companies of the U. S. Army.

Bochum, a well-known city in the Ruhr area, is the seat of the "Association of Poles in Germany". But also the east-controlled "Association of Poles in Germany — Zgodna" has its headquarters in this city. Moreover, many Poles are organized in a special "Association of War Veterans". A special Vicar General takes care of the Poles in West Germany; Polish clergymen are working under his guidance throughout the Federal Republic. Of course, there is also a Polish press, the best-known newspaper being the "Ostatnie wiadomości" ("Latest News"), published at Mannheim.

The cultural activity of the Poles in the Federal Republic of Germany is considerable. They have their own choirs, orchestras, and folk-dancing groups. For the children of the Polish exiles schools have been established, which use Polish as the language of instruction. In North Rhine-Westphalia, German authorities are meeting with difficulties in establishing primary schools for Poles who are German citizens, as there are not enough pupils for a separate school. It has been decided to teach the children in Polish in addition to the regular German instruction. The government of the "Länder" and the Foreign Office have initiated the erection of a Polish high school building, including boarding facilities. The school is intended for Polish exiles as well as Poles who are German citizens.

DÄNEMARK

Fortschritte im deutschen Schulwesen

Der Wiederaufbau des Schulwesens der deutschen Volksgruppe in Nordschleswig begann 1946 mit 4 Schulen und 174 Schülern. Seitdem schritt die Entwicklung ständig fort und 1963 wurden 29 Schulen mit 1594 Schülern gezählt. Die Zahl der deutschen Kindergärten beträgt jetzt 14 mit 412 betreuten Kindern; weitere 52 Kinder warten auf Betreuung. Das deutsche Schulwesen in Nordschleswig umfaßt 117 Lehrer-Planstellen, die mit 54 Lehrkräften dänischer und 63 deutscher Staatsangehörigkeit besetzt

sind. Die erste erfreuliche Folge der Wiedererrichtung eines deutschen Gymnasiums ist, daß sich bereits 12 deutsche Nordschleswiger an der Pädagogischen Hochschule in Flensburg auf den Lehrerberuf vorbereiten. An den deutschen Schulen bestehen 107 Klassen. Diese Einzelheiten teilte der Hauptvorsitzende des Deutschen Schul- und Sprachvereines, Detlef Lassen, anläßlich des Tages der Deutschen Schule in Tingleff/Tinglev am 22. September mit. Er teilte auch mit, daß die Abendschularbeit wächst. Die deutschen Schulen erhielten im letzten Rechnungsjahr vom dänischen Staat an Zuschüssen 2.030.409 Kronen. Das deutsche Gymnasium ist leider noch immer ohne Staatszuschuß. Die deutschen Kindergärten erhielten einen Zuschuß von 293.000 Kronen.

Schulrat Arthur Lossow erstattete einen Bericht über die Schule im Spannungsfeld des Grenzraumes, in dem er über die Arbeit in den deutschen Schulen im abgelaufenen Schuljahr berichtete. „Unsere deutsche Schule“, sagte er, „bemüht sich durch ihre Arbeit für die kommende Generation deutscher Nordschleswiger die sprachliche Grundlage zu schaffen. Sie kann aber diese Aufgabe nicht allein bewältigen, sie braucht dazu den engen Kontakt und die Unterstützung der Elternhäuser. Die Schule ist deutsche Volkstumsschule und sie ist auch eine Begegnungsschule, in der sich zwei Sprach- und Kulturkreise begegnen.“ Er kam im einzelnen auf die verschiedenen Unterrichtsgebiete, die Lehrbuchfrage, den Aufbau der Examenschulen, die Lehrerfortbildung, die Schulreisen nach Deutschland, die gemeinsamen schulischen Veranstaltungen, die Patenschaften und die Sonderstellung der Schule im Spannungsfeld des Grenzlandes.

Ministerialdirektor Kock vom schleswig-holsteinischen Kultusministerium versicherte, daß auch im Haushaltsplan 1964 in Kiel größere Beträge als bisher für die deutsche Schularbeit in Nordschleswig bereitgestellt werden. Der bundesdeutsche Konsul in Apenrade/Ahenra, Carl Voos, kündigte an, daß er alle deutschen Schulen Nordschleswigs besuchen werde, um einen Überblick zu erhalten.

Büchereiwesen im Umbruch

Das Büchereiwesen im Grenzland befindet sich im Umbruch, erklärte Bibliothekar Callesen bei der Tagung des Nordschleswischen Büchereiverbandes in Apenrade/Ahenra am 2. Oktober. „In Nordschleswig hält man an der Bücherei in der Schule fest, geht aber stärker zur Fahrbücherei über. Das ländliche Büchereiwesen befindet sich in der Umgestaltung.“ Callesen gab eine genaue Analyse der Bücherarbeit und charakterisierte den Einsatz des neuen Bücheromnibusses in Nordschleswig, der monatlich 16 Fahrten zur Betreuung des ganzen Gebietes unternimmt.

Bund deutscher Nordschleswiger

Zur Jahresversammlung des Bundes deutscher Nordschleswiger in Tingleff am 30. September waren die Vertreter von 86 Ortsvereinen erschienen. Dem Bericht des Vorsitzenden Harro Marquardsen folgten zahlreiche Kurzreferate, so daß alle Probleme angeschnitten und erörtert werden konnten. Über die seit 1953 einer Regelung harrenden Pensionsfrage der entlassenen Beamten wurde eine ausführliche Dokumentation vorgelegt, ebenso über weitere offenstehende Entschädigungsfragen seitens des dänischen Staates. Der Geschäftsausschuß wurde aufgefordert, eine Entschließung an die Parteien zu richten, welche das starke Befremden der deutschen Volksgruppe über die Nichterhaltung der gegebenen Zusagen zum Ausdruck bringt und eine endliche Lösung zu fordern.

Nordschleswiger appellieren an dänische Parteien

Gemäß dem einstimmigen Wunsch der Delegiertenversammlung vom 30. September hat der Bund deutscher Nordschleswiger am 15. Oktober einen neuen Appell an die Fraktionen des Folketings und die Folketingsabgeordneten aus Nordschleswig gerichtet, um eine Lösung der nach 18 Jahren immer noch offenen Nachkriegsprobleme zu erreichen. In dem Appell wird daran erinnert, daß der Folketingsabgeordnete Hans Schmidt-Oxbüll bereits am 16. Oktober 1953 die Aufmerksamkeit des Folketings auf

diese Fragen hinwies, er sie abermals im Juni 1959 darlegte, eine Eingabe an die Parteien am 21. April 1961 machte und auch die Eingabe des Bundes deutscher Nord-schleswiger vom 8. Februar 1963 keine Antwort erhielt. Der Bund vertritt die Auffassung, „daß eine weitere Verzögerung nicht nur eine neue und große Enttäuschung für die Beteiligten bedeutet, man ist auch der Ansicht, daß sie unvermeidlich das Verhältnis zwischen den Parteien und der deutschen Minderheit belasten würde. Schließlich wird darauf verwiesen, daß die Föderalistische Union Europäischer Volksgruppen anläßlich ihres diesjährigen Kongresses in Aosta eine Entschließung angenommen hat, die einen Schlußstrich unter die Probleme der Kriegs- und Nachkriegszeit fordert“.

FINNLAND

Die Situation der Samen

Seit 1961, als „Lapin Sivistyseura“ dem Kongreß der Union über die Lage der Samen (Lappen) Bericht erstattete, kann man einige Fortschritte in der Entwicklung der Samefrage bemerken. Es wird nämlich immer mehr einleuchtend, daß die Samen in den nordischen Ländern ein Volk sind und daß die Maßnahmen von seiten der Regierungen koordiniert werden müßten. Der Nordische Samerrat ist ja schon seit 1956 ein gemeinsames Forum, es wäre aber nötig, ein entsprechendes Organ unter den Regierungen zu haben. Der von den Parlamenten und Regierungen gebildete Nordische Rat hat während seiner Tagung in Helsinki 1962 ein solches Organ empfohlen, es ist aber noch nicht gegründet. Während seiner letzten Tagung in Oslo im Februar dieses Jahres hat der Nordische Rat die Regierungen darauf aufmerksam gemacht, daß wesentliche Fortschritte in der Zusammenarbeit der Länder in samischen Angelegenheiten sehr träge geschehen.

Der Nordische Samerrat will eine reale demokratische Versammlung sein, die samische Ansichten den Behörden vorlegt; er ist aber erst in Entwicklung in dieser Richtung. Der Rat wird von stimmberechtigten Teilnehmern an dem jedes dritte Jahr gehaltenen nordischen Samekonferenz gewählt. Diese sind zunächst von solchen Organisationen nominiert, die mit Samefragen beschäftigt sind. Eine solche Ordnung ist die einzig mögliche gewesen, sei aber nicht prinzipiell befriedigend, weil nur ein kleiner Teil der Samen organisiert ist. Die langen Abstände in Lappland und die organisatorische Unerfahrenheit der Samen führen dazu, daß man die Samevereine nicht als repräsentativ für das ganze Volk ansehen kann. Das gilt besonders von Finnland und Norwegen; Schweden ist in dieser Hinsicht schon seit mehreren Jahren eine positive Ausnahme. Die Samekonferenzen würden natürlich viel größere Bedeutung haben, sowohl für die Stärkung der Zuversicht der Samen als für die Manifestation des Volkes in den Augen der Majoritätsbevölkerung, wenn die Delegierten durch allgemeine, unter den Samen veranstalteten Wahlen, nominiert würden. Darum müssen sie aber eine registrierte Volksgruppe bilden. Darauf hinzielend, hat der Samerrat eine umfassende demographische Untersuchung begonnen, wobei unter anderem jeder gefragt wird, ob die Person selbst sich als Same betrachtet. Die Feldarbeit der Untersuchung wurde letzten Sommer mit Staatshilfe in Finnland von jungen studierenden Samen ausgeführt. Sie kann hoffentlich 1964 in Norwegen und Schweden getan werden. In Finnland fanden wir, daß die Anzahl der Samen im Zuwachs ist. Die demographische Untersuchung wird wertvolle Kenntnisse ergeben: die Entwicklung der sozialen Differenzierung während drei Generationen, das Übergeben des Nomadentums, Mischehen usw.

Die eigene Stimme der Samen muß deutlicher hörbar sein. Wenn Samen betreffende Fragen in internordischen staatlichen Beratungen behandelt werden, müßten die Samen selbst als stimmberechtigte an denen teilnehmen. Dies geschieht auch jetzt gewissermaßen; früher haben die Behörden beschlossen ohne die Samen zu fragen. Es ist charakteristisch, daß Schweden den Titel Lappenvogt zu Konsulent ausgetauscht hat, um die Veränderung der Arbeitsaufgabe von Überwachung zu Ratgebung zu unterstreichen. Eine Demokratisierung ist vorhanden und das Motto der vierten nordischen Samekonferenz in Kiruna im August 1962 lautete auch „Die Demokratie und die Minoritäten“. Wir freuen uns sehr, auf der Konferenz den Generalsekretär der Union und Frau Skadegård als Gäste zu sehen.

Unserer Ansicht nach ist die Sprache des Volkes eine wesentliche Bedingung für die Erhaltung seiner Integrität. In allen nordischen Ländern arbeitet man darum für die Erhaltung und Entwicklung der samischen Sprache. An der Universität zu Oslo wird ein ganzjähriger Kursus für Schullehrer gegeben, in Uppsala war ein sechs Wochen langer Kursus im November-Dezember mit Fortsetzung, in Jokkmokk im April, in Finnland haben wir einen Kursus in samischer Sprache und Handarbeit im Juni.

Obleich Fortschritte gemacht sind, gibt es viel zu tun, um die Samefrage in ihrer Kompliziertheit befriedigend zu lösen: Arbeit unter den Samen und auch unter den Majoritätsbevölkerungen. In dieser Arbeit sieht die Gesellschaft Lapin Sivistyseura, die jüngst ihr 30jähriges Dasein feierte, ihre Aufgabe.

Helsinki, 4. Mai 1963. Karl Nickul, Sekretär.

(Bericht vom Verein Lapin Sivistyseura, vorgelegt am 13. Kongreß der FUEV in Aosta)

FRANKREICH

Baskische Charta

Der baskische Nationalkongreß (Congrès National du Mouvement Enbata; baskisch: „Aberri-Eguna“), der am 15. April 1963 in Itxassou (Bayonne) tagte und an welchem eine sehr große Zahl baskischer Delegierter aus dem französischen Baskenland sowie auch einige aus den baskischen Provinzen Spaniens teilnahmen, beschloß die „Charte d'Itxassou“ mit folgendem Wortlaut: „Nous Basques, sommes: Un peuple par la Terre, la Race, la Langue, les Institutions. — Une nation par notre Volonté passée et présente. — Une démocratie par notre Nature et notre Histoire. — Comme peuple, nation, démocratie, affirmons: Notre droit à l'Unité. — A la libre disposition individuelle et collective. — Forts de ces réalités, conscients de ces droits et de celui, universellement reconnu, des peuples à disposer d'eux-mêmes, proclamons: Notre détermination à réaliser, par l'organisation de la nation et sa reconnaissance, par le plein exercice de la démocratie, la Continuité et la Vie du Peuple Basque Rassemblé.“

Auf diesem Baskischen Nationalkongreß sprach Mlle. Arbelbide in baskischer Sprache über die baskische Sprache und ihren gegenwärtigen Stand. Hierbei wurde ein Spezialstatut für die baskische Sprache („langue gasconne“) für das Gebiet von Bayonne und des rechten Adour-Ufers gefordert. — Jean-Louis Davant referierte über die Wirtschaft des kontinentalen Baskenlandes (in französischer Sprache, wobei er bemerkte, daß dies für jene geschehe, die nicht Euskara verstehen). — Jacques Abeberry gab den politischen Bericht in Französisch, wobei er auch den Volks- und Nationsbegriff scharf umriß (etwa in dem Sinne, wie er im altösterreichischen Nationalitätenrecht entwickelt worden ist) und worin er eine bundesstaatliche Organisation der baskischen Gebiete nach dem Muster des Bonner Grundgesetzes (Bundesländer) verlangte.

In einer politischen Resolution wurde der französische Zentralismus einer Kritik unterzogen, als Vorstufe für einen späteren Bundesstaat die Schaffung eines baskischen Departements im Rahmen der französischen Verfassung gefordert (bestehend aus den Provinzen Soule, Basse-Navarre und Labourd) und festgestellt, daß die baskische Sprache zu verschwinden droht, wogegen diese in dem einzurichtenden Departement ein Sonderstatut haben solle.

Quelle: Sonderdruck zu „Enbata“, Bayonne, Nr. 25/1963

Französische Basken verlangen kirchliche Autonomie

Von baskischer Seite wurde unter Bezugnahme auf die Enzyklika „Pacem in Terris“ für die 200.000 vorwiegend katholischen Basken Frankreichs verlangt, daß der künftige Bischof des Baskenlandes baskischer Sprachzugehörigkeit sein solle, um das kontinentale Baskentum vor Entnationalisierung zu bewahren. Für die 585.000 peninsularen Basken (Spanien) werden ähnliche Vorschläge erwartet. Angesichts der heutigen Stellung des Bischofs von Bayonne, Lescar und Oloron als Oberhirte sowohl baskischer wie fran-

zösischer (béarnischer) Katholiken und unter Bedachtnahme auf die legitimen Interessen der letzteren wird die Errichtung eines autonomen baskischen Bistums Bayonne erbeten.

„Enbata“, Bayonne, Nr. 29 vom Oktober 1963

Radio-Emissions «Les langues ethniques de la France»

Le programme France III National de la R. T. F. a commencé à diffuser (chaque lundi de 19 h. 30 à 20 h.), depuis le 16 septembre 1963, une émission «Les langues ethniques de la France». Il s'agit d'une émission vouée aux idiomes dits «vernaculaires» et aux langues dialectales comme le catalan, le basque, l'occitan et le breton.

„L'Avenir de la Bretagne“, 21 sept. 1963

ITALIEN

Congrès de prêtres slovènes résidant à l'étranger

Le 4 et 5 septembre, les prêtres slovènes résidant à l'étranger se réunirent pour leur troisième congrès de direction spirituelle sur l'île de Barbana près de Grado. La plupart des environ 50 congressistes étaient venus du Kustenland, de l'Europe occidentale et des Etats-Unis.

Les lois fascistes sont encore en vigueur

Sous le titre «Pourquoi maintenant?» le journal triestain «Primorski dnevnik» du 22 septembre 1963 s'occupe de la question pourquoi ce n'est que maintenant que l'on aborde le problème de la coordination entre la Constitution et les lois. Il rappelle qu'il y a encore des lois en vigueur signées par les noms de Vittorio Emanuele, Mussolini et Grandi et qui sont contraires à la Constitution. «Déjà 15 ans les Slovènes en Italie se plaignent que les dispositions de la Constitution ne sont pas observées, que celles de la Convention des Droits de l'Homme sont violées et qu'il y a des lois fascistes destinées à la dénationalisation des Slovènes qui sont encore toujours en vigueur. Des gens de lettres italiens ont essayé à démontrer qu'il ne peut y avoir bilinguisme pour les Slovènes et dans la pratique les autorités se sont cramponnées à ces déclarations. En justice un Slovène risque toujours d'être puni légalement quand il parle le slovène et qu'il refuse de parler italien. Les violations de la Proclamation des Droits de l'Homme, du Traité de paix et du Mémoire concernant l'accord avec le Statut spécial étaient à l'ordre du jour, et toutes les réclamations slovènes, écrites ou orales, ont été vaines et le sont encore aujourd'hui à bien des égards. Les violateurs de la Constitution continuent tranquillement leurs actions.» Le journal fait mention du projet de loi adopté par le gouvernement à Rome le 11 septembre 1963 qui a décidé la coordination des lois avec la constitution et conclut: «Il n'y a que l'exécution scrupuleuse qui puisse fortifier et améliorer la coexistence paisible des Italiens et des Slovènes dans les régions de Trieste, de Gorice et de la Slovénie vénétiennne.»

La situation des écoles slovènes

Le «Delo» de Liubliana du 1er oct. 1963 s'occupe de la situation des écoles slovènes en Italie 20 ans après le soulèvement de la population du Kustenland et constate: «Les écoles primaires, secondaires et spéciales dans les provinces de Gorice et de Trieste sont fréquentées par plusieurs centaines d'enfants slovènes. Après quelques années de recul, le nombre des élèves des premières classes des écoles primaires à langue d'enseignement slovène est montant, l'année passée et cette année même. Mais dans la Slovénie vénétiennne il n'y a pas encore d'écoles dans lesquelles les enfants puissent connaître la beauté et l'utilité de la langue maternelle. Bien que la situation des écoles slovènes en Italie soit réglée par une loi spéciale votée il y a deux ans et que pour les territoires anciens de Trieste les dispositions spéciales de l'accord de Londres soient encore en vigueur, il y a dans la vie des tous les jours de différentes questions, anciennes ou nouvelles, plus ou moins importantes, mais parfois fondamentales, qui toutes attendent une solution satisfaisante.» «Delo» insiste surtout sur la question non réglée des instituteurs et le nombre des établissements slovènes.

Neue slowenische Zeitschrift in Italien

Mit Dezember 1963 erscheint eine neue slowenische Zeitschrift in Triest unter dem Namen „Most“ („Die Brücke“). Die Zeitschrift erscheint vierteljährlich und bringt schöngestigte Beiträge, Essays und Nachrichten. Der Bezugspreis beträgt 1200 Lire für vier Nummern. Die Redaktion befindet sich in Triest, Via Donizetti 8.

Lehrstuhl für Slowenisch an der Universität Padua

An der Universität Padua, wo Angehörige der slowenischen Minderheit aus Friaul-Julisch, Venezien, gerne studieren, zumal dort kein so nationalistischer Geist herrscht wie an der Universität Triest, ist ein Lehrstuhl für slowenische Sprache und Literatur geschaffen worden. Zum Ordinarius wurde der bisher mit der Schulaufsicht für slowenische Mittelschulen in Triest betraut gewesene Professor Dr. Martin Jevnikar ernannt. Zugleich soll Dr. Božo Radovič, Mittelschullehrer in Triest, ein Lektorat für Slowenisch an der Universität Neapel erhalten.

„Naš Tednik-Kronika“ Nr. 43 vom 24. Oktober 1963

Elections dans la Vallée d'Aoste

Le 27 et le 28 octobre des élections au conseil régional ont eu lieu dans la Vallée d'Aoste. Les élections ne se déroulaient pas selon le système de majorité en vigueur jusqu'alors, mais selon le système proportionnel. Des 71.464 électeurs ayant droit de suffrage 65.374 ont voté dans les 74 communes de la région autonome. Ont obtenu: la Democrazia Cristiana 23.767 voix et 13 mandats, le parti communiste 15.373 voix et 9 mandats, l'Union Valdotaïne 12.910 voix et 7 mandats, l'Union Démocratique Valdotaïne plus de 2000 voix et un mandat, la liste commune des Libéraux et du parti monarchique deux mandats, les socialistes un mandat, les socialistes-Nenni deux mandats. L'Union Campagnarde (Ligue Valdotaïne), de même que le Movimento Sociale Italiano sont restés sans mandat. Auparavant le Bloc électoral victorieux avait 25 mandats, tandis que les 10 mandats restants étaient partagés entre les autres partis.

The Ladin Population at Fassa and Buchenstein

Representatives of the Ladin population of the Trento and Belluno provinces held their first common conference at the hotel "Dolomiti", at Vigo di Fassa, on 26 September, 1963. The main report was made by Professor Heilmann, on "Aspects of the Ladin Problem". He pointed out the dangers which today threaten the preservation of Ladin language and customs, especially stressing the influence of commerce, tourist industry, radio, and television, which promote the general standardisation of languages. The teaching of the Ladin language in the schools, and careful cultivation of the inherited mother tongue within parish, church, and family ought to counteract this danger.

In the course of the discussion, Don Massimiliano Mazzei, president of the "Union dei Ladins de Fassa", said that the problems of the preservation and cultivation of the Ladin language in the Trentino had also been explained to the Commission of the Nineteen. Dr. Jellici reported on the activities of the Union and on further plans. On behalf of the Trentino school authorities, Dr. Benedetti assured that, for the future, care would be taken to preserve the Ladin language. Mr. Volcan, a teacher from Moena, called on the provincial administration of Trento to follow the example set by the Province of Bozen and, within the Trentino, to take such measures as are necessary for the protection of the Ladin minority; the same appeal had to be made to the Province of Belluno. Rag. Dellantonio urged to cultivate and protect Ladin manners and customs. — The conference, which was the first of its kind, was also attended by the Deans of Fassa and Buchenstein, and by numerous burgomasters and teachers from the two valleys concerned. It was decided to have more such meetings in future in order to settle the pending problems.

Acquittal of Carabinieri Exacerbates the Situation

"Incredible sentence passed in the Carabinieri trial" — under this headline the South Tyrol daily "Dolomiten" published a report on the sentence passed by a Trento

court presided by Court President Dr. Giacomelli, acquitting eight Carabinieri who had been charged with having committed acts of cruelty, and giving amnesty to two others. "Shocking decision" is the headline of the paper's editorial which reflects the deep resentment of the loyal South Tyrolean population. The sentence has caused consternation and is widely looked upon as a misjudgment. In a resolution made on 4 September the Party Committee of the "Südtiroler Volkspartei" (South Tyrol People's Party) took position on the Trento judgment expressing their embarrassment at the fact that such a sentence could be passed, and stated: "The population of South Tyrol fears that this decision will encourage the use of the detestable police methods. In view of this situation it appears necessary to constitutionally guarantee the fundamental human rights and civil liberties of the South Tyrolean minority. Without such a guarantee there can be no true autonomy. In the present difficult situation, and being conscious of their responsibility for a just solution of the South Tyrol problem within a free Europe, this is what the South Tyrol People's Party requests government and parliament to do, in conformity with the Paris agreement and the expected reform of the Autonomy Statutes:

1. Responsibility for the maintenance of public order should be transferred to the Province; the South Tyrolean minority should be represented, at an adequate ratio, in the police forces, including all administrative offices and all ranks.

2. The ethnic ratio should be considered in courts and in the Department of Justice.

3. It should be ensured that no South Tyrolean person is denied his regular judge.

The Party Committee will hold all mandataries of the Party responsible for carrying out this resolution at all levels. The population of South Tyrol appeals to the free world for understanding and supporting their justified claims and asks Austria, as one of the contracting parties to the Paris agreement, to take such measures, within the competent international organizations, as are requisite in view of the present situation.

With regard to the decision made by a Trento court on 29 August, after 13 hours of deliberation, acquitting 10 carabinieri of having committed acts of violence, Assessor Dr. Traversa, of the aforementioned court, worked out a 70 page opinion by 8 October, which was published.

Council of Europe to Take Up Negotiations Soon

On the motion of the member of the Austrian "Nationalrat" Lujko Tončić, which was supported by the Italian delegate Lodovico Montini, President Struye was unanimously requested, on 4 September, to recommend the Italian and Austrian governments to take up, without delay, their negotiations on South Tyrol, regardless of the recent troubles.

Book Exhibition Banned

A book exhibition which was to be staged at Bozen from 9 to 12 September, on the occasion of the South Tyrol Cultural Institute's "Meran University Weeks", and which was to be opened by the Austrian Minister of Education, Dr. Drimmel, was prohibited by the Minister of the Interior in Rome, upon the suggestion of the Government's Vice Commissioner, and could not take place.

New Austrian Note

After the unfair sentence passed by the Trento court had been criticized in various Austrian and Italian, but also foreign quarters, the Austrian ambassador in Rome, in the course of an exchange of notes between the Austrian and Italian governments, presented a note on 9 September containing the proposal of a new South Tyrol conference of the two foreign ministers by mid-October.

The Italian Council of Ministers dealt with the South Tyrol problem on 11 September. The Austrian statements on the Trento trial were described as unacceptable and it was decided to send a sharp reply note to Austria. On 13 September the Austrian chargé d'affaires in Rome received an Italian verbal note repudiating the Austrian statements and raising protest.

Tenth Meran University Weeks

The Tenth Meran University Weeks for the promotion of the European spirit were inaugurated at Meran on 9 September. Federal Minister Dr. Drimmel delivered the speech of the day dealing with "Europe seen as an inheritance and a task". The general theme of the Tenth Meran University Weeks was "The problem of intellectual tradition".

Headquarters of the South Tyrol People's Party Searched

On 16 September police officers appeared at the headquarters of the "Südtiroler Volkspartei" (South Tyrol People's Party) at Bozen and demanded the handing over of all papers and documents concerning the resolution made by the Party committee on 4 September, on the sentence passed in the Trento Carabinieri trial. In this connection the headquarters of the South Tyrol People's Party made the following statement:

"The head committee of the South Tyrol People's Party expresses their astonishment at this procedure, which must be looked upon as a violation of the liberty of a political party in a constitutional democratic state."

In a telegram the South Tyrol People's Party applied to the leading state authorities as the safeguards of the democratic liberties, requesting a conference on the above-mentioned police methods.

SVP Deputy Diel in the Roman Chamber

In the course of the debate on South Tyrol in the Roman Chamber, the deputy of the South Tyrol People's Party, Hans Diel, addressed the house. He once more demanded a parliamentary commission to be formed for the purpose of investigation into the cases of cruelty committed by the police. He pointed out that the Trento decision had shaken the confidence of the South Tyrolean in the Italian jurisdiction. Finally, he demanded the government to state its view on the proposals made by the Commission of the Nineteen as soon as possible. The Socialist deputies Ferri, Luzzatto, Anderlini and Ballardini gave notice of a question demanding information on what measures had been taken with regard to the security and integrity of the citizens in South Tyrol. In his speech deputy Ferri demanded that the rights of the South Tyrolean population should be respected.

In a speech before the Chamber, Minister of the Interior Rumor declared that Italy had always been discharging her obligations in South Tyrol. In fighting the terrorists, the government abided by the rules laid down in the constitution and the laws. The minister declared the representatives of South Tyrol had not the right to apply to Austria.

Message by the Bishops of Trento and Brixen

In a pastoral letter dated 15 September, Archbishop Gottardi of Trento and Bishop Dr. Gargitter of Brixen jointly addressed the population of the two dioceses. They referred to the exacerbating situation, condemning hatred and violence and calling for charity and fairness. They recommended to carry on the negotiations and demanded that the police should respect human dignity. All laymen and priests, the press, and the catholic associations were admonished to act in this spirit. In a letter of commendation dated 30 September, Pope Paul IV paid tribute to the pastoral letter issued by the two bishops.

The Council of Europe on the South Tyrol Problem

At the opening of the Autumn Session of the Advisory Assembly of the Council of Europe, the president of the South Tyrol committee, Paul Struye, gave the press a communiqué on 24 September informing them about the convening, on the same day, of the sub-committee of the political committee of the Advisory Assembly, which has been entrusted with the examination of the South Tyrol problem. The sub-committee was unanimous in condemning the acts of violence. It expressed the wish, the Com-

mission of the Nineteen presided by Paolo Rossi should, as soon as possible, submit the results of their work to be carried out in a conciliatory spirit, and the two foreign ministers should take up their negotiations again soon. The sub-committee will meet again as soon as the Commission of the Nineteen will have published the results of their work. In the interest of European cooperation, the sub-committee will keep watching the development of this problem.

South Tyrol Before the UNO

"We do not want the arguing on South Tyrol to be dramatized", said the Austrian Foreign Minister Dr. Kreisky before the UNO plenary session in New York on 25 September. "Austria wishes the South Tyrol problem to be settled by negotiations, and Italian quarters, too, should at last show their readiness to do so." Dr. Kreisky then gave a survey of the endeavours to take up direct negotiations with Italy, as have been made since the UNO resolution of 1960 which committed Austria and Italy to negotiate. He summed up the outcome of the two UNO resolutions of 1960 and 1961 which had been fully acknowledged by Austria. On 27 September the Italian Foreign Minister Piccioni made a reply to Dr. Kreisky's statement. He said: "Italy is ready to continue her negotiations with Austria, but not under circumstances that contaminate the atmosphere between the two countries." Piccioni referred to the work done by the Commission of the Nineteen. He expressed his readiness to meet the Austrian representative by October provided that no further attempts were made to disturb the atmosphere. On the same day Foreign Minister Dr. Kreisky made a reply and refuted the Italian objections. He said: "Italy wants to base the resumption of negotiations on conditions which lie outside the sphere of influence of the Austrian government." Immediately after this the Italian Foreign Minister Piccioni took the floor and said: "Mr. Kreisky said that Austria was ready to negotiate. Exactly the same thing was declared by me this morning on behalf of the Italian government, and I can see no reason why I should waste any more time upon this matter."

Senator Sand in the Senate

In the session of the Senate on 8 October the deputy of the South Tyrol People's Party, Dr. L. Sand, severely criticised Italian jurisdiction, quoting the remarks made by top-rank Italian judges. He spoke of an atmosphere of distrust in jurisdiction and deplored the fact that in South Tyrol a discrimination was made between first and second class citizens. Upon this, the Minister of Justice Bosco replied he was convinced that the whole Italian population had confidence in the independence and the sense of responsibility of the Italian courts of justice. In the course of the debate Senator Lussu said that the sentence passed in the Carabinieri trial was "outright scandalous".

South Tyrol Conference in Geneva

On 23 October Foreign Minister Piccioni, Foreign Minister Kreisky and their delegations met in Geneva for the 5th conference on South Tyrol held by Italy and Austria according to the 1960 UNO resolution. Previous conferences had been held in Milano on 27 and 28 January, in Klagenfurt on 25 May 1961, in Zurich on 24 June 1961, and in Venice on 31 July 1962. Views were exchanged on the execution of the Paris agreement and details for further negotiations were examined. It was agreed to continue the contacts with the aim of arranging another meeting of the foreign ministers in the near future.

Pfunders Trial: Appeal Dismissed

A motion concerning the Pfunders trial which Austria had submitted to the Commission on Human Rights was rejected by the Committee of Ministers of the Council of Europe in Strasbourg on 23 October. The committee of ministers adopted a resolution which states that the Italian jurisdiction did not infringe the principles of the Commission on Human Rights. Considering the aspects of humanity, however, it is recommended to pardon the young men of Pfunders.

ÖSTERREICH

Das Ungarische Realgymnasium in Innsbruck

Mit Ende des Schuljahres 1962/63 schloß nach 16jähriger Tätigkeit das Ungarische Realgymnasium in Innsbruck. An ihm wurden rund 2000 Schüler unterrichtet, von denen 600 die Reifeprüfung ablegten. Als nach Kriegsende zahlreiche ungarische Flüchtlingskinder in Tirol waren, wurde 1947 eine Volks- und Mittelschule mit magyarischer Unterrichtssprache gegründet. Prälat Dr. Zagon in Rom und Bischöflicher Rat Dr. Adalbert Groh in Feldkirch betrieben die Aufbringung der Mittel zur Schulerhaltung. Es kam zur Bildung des Ungarisch-Österreichischen Kultur- und Schulvereins, der schließlich alles auf eine feste Grundlage stellte. Die Tiroler Landesregierung, die Schulbehörde und viele anderen Stellen förderten die Existenz der Professoren, Schüler und der Schule. Nun haben die letzten 20 Studenten maturiert. Prof. Arpád Romhányi war der verdienstvolle Leiter der Schule, welche dank eigener Anstrengungen und der Förderung Österreichs eine Erziehung der Kinder aus Ungarn in ihrem Volkstum und ihrer magyarischen Muttersprache ermöglichte.

Kroaten-Wallfahrt nach Mariazell

Über 2000 Kroaten des Burgenlandes begaben sich am 30. August und 1. September 1963 zu einer Wallfahrt nach Mariazell. Vor 40 Jahren, bald nach der Angliederung des Burgenlandes an Österreich, wurde vom damaligen Pfarrer von Kleinwarasdorf, Dechant Msgr. Martin Mersich, die erste Landeswallfahrt der burgenländischen Kroaten nach Mariazell organisiert. Dies setzte einen schon lange bestehenden kroatischen Brauch fort. Der Bischof von Eisenstadt, DDr. Stefan Laszlo, hielt das Pontifikalamt mit kroatischer Predigt, dann fand eine öffentliche Kundgebung statt, bei der führende kroatische Laien über die religiöse Festigung der Jugend und Familie und die Schulfrage in nationaler und sozialer Hinsicht sprachen.

Slowenische Maturanten in Jugoslawien

Unter Führung ihres Direktors Dr. Tischler und mehrerer Professoren begaben sich die Maturanten des Klagenfurter slowenischen Gymnasiums am 16. Juli zu einem 14tägigen Besuch nach Jugoslawien. Professoren der Laibacher Universität betreuten die Gäste aus Österreich, die Slowenien, Istrien, Dalmatien, Montenegro, Mazedonien und Belgard besuchten.

30-Jahr-Feier des Slowenischen Bauernbundes

In Föderlach fand am 25. August 1963 die 30-Jahr-Feier des Slowenischen Bauernbundes in Kärnten und die 10-Jahr-Feier der Gründung der slowenischen Landwirtschaftsschule in Föderlach statt. Zur Feier waren auch Ehrengäste aus Slowenien erschienen. Bei der Jubiläumsversammlung des Slowenischen Bauernbundes erstattete dessen Sekretär Blaž Singer Bericht über die Entwicklung der Bauernfrage in Kärnten und die Rolle des Slowenischen Bauernbundes. Der Direktor der Landwirtschaftsschule, Ing. France Einspieler, wies darauf hin, daß die Schule das Öffentlichkeitsrecht noch nicht besitzt. Für Landeshauptmann Wedenig überbrachte Landesrat Wetschnig Glückwünsche, für die Delegation aus Slowenien ergriff der Vizepräsident des Genossenschaftsverbandes in Laibach, Andrej Peterlin, das Wort. Die Festrede hielt Janko Ogris, der daran erinnerte, daß die Kärntner Slowenen 1932 auf der Liste „Slowenischer Bauernbund“ ihre ersten Vertreter in die Landwirtschaftskammer wählten. Er rief der Jugend zu: „Bewahrt die Treue den Eltern, dem Heim und dem angestammten Boden, der durch die Schwielen und den Schweiß und das Blut der Vorfahren geheiligt ist. Bewahren wir das Volk, unsere Sprache und dem heimischen Boden die Treue. Sorgen wir, daß auch unsere Kinder die Sprache bewahren, sie kennen und lieben und ihren Nachkommen als kostbares Erbe übergeben!“

Kinder zum zweisprachigen Unterricht melden

„Naš tednik Kronika“ weist am 5. September 1963 darauf hin, daß im vergangenen Jahr an 97 zweisprachigen Schulen von 10.950 Kindern nur 1610 zum Slowenischunterricht gemeldet waren. Daraus ist ersichtlich, wie viele slowenische Kinder in den Dörfern ohne Unterricht in der Muttersprache geblieben sind. „Schon seit Jahren fühlt sich niemand für die Qualität des Slowenischunterrichtes verantwortlich. Diese Qualität ist auch wegen des Fehlens entsprechender Lehrbücher mangelhaft. Für die erste Schulstufe der Volksschule wurde 1953 die Fibel „ABS“ herausgegeben. Für das zweite und dritte Schuljahr ist 1955 die zweite Ausgabe des Lesebuches „Naš dom“ erschienen. Lesebücher für die Mittel- und Oberstufe sowie den Slowenischunterricht an den Hauptschulen gibt es nicht. Diese Lücke füllt schon seit der Gründung die Schülerzeitschrift „Mladi rok“ aus.“ Das Blatt richtet sodann einen Appell an die Eltern, ihre Kinder zum zweisprachigen Unterricht anzumelden.

„Slovenski vestnik“ schreibt am 6. September, die Schulfrage und die Minderheitenfrage erfordern eine neue einvernehmliche Regelung. „Unsere Schulfrage wurde durch das Minderheitenschulgesetz vom 19. März 1959 keineswegs gelöst. Tatsache ist, daß die Zahl der Anmeldungen zum zweisprachigen Unterricht seit dem Jahr 1959 ständig sinkt und heute mehr als zwei Drittel der slowenischen Kinder ohne Unterricht in der Muttersprache sind.“ Der von Dr. Franci Zwitter geschriebene Artikel fordert eine komplexe Lösung aller Fragen der Volksgruppe. Das Blatt richtet sodann ebenfalls einen Appell an die Kärntner Slowenen, den Kindern die Kenntnis beider Landessprachen zu ermöglichen.

Die Lehrkräfte an den höheren Slowenischen Schulen in Kärnten

Als Professoren am Slowenischen Realgymnasium und Gymnasium in Klagenfurt waren bei Schuljahrende 1962/63 tätig: Dr. Joško Tischler (Direktor), Dr. Stanko Cegovnik, Dr. Franc Czigán, David Franc, Dr. Anton Feinig, Slavka Hronek, Joško Hutter, Franc Inzko, Dr. Valentin Inzko, Milan Kupper, Melita Millonig, Stefan Močilnik, Dipl.-Ing. Janež Oswald, Dr. Ana Petek, Dr. Janež Polanc, Dr. Reginald Vospernik, Dr. Pavle Zablatic, Janja Zikulnic. Als Lehrkräfte des Pädagogischen Instituts für zweisprachige Schulen (LBA) waren folgende slowenische Lehrkräfte tätig: Studienrat Lovrenc Just, Prof. Sepp Mairitsch, Valentin Koschutnig, Herman Velik, Valentin Vauti, Rudi Vouk, Dr. Waltraud Traunig, Ema Zvolensky-Scheithauer, Prof. Dr. Valentin Inzko, Prof. Janko Mesner, Prof. Dr. Pavle Zablatic, Valentin Polanšek.

Slowenische Minderheitenpresse

Außerhalb von Slowenien erscheinen derzeit 92 periodische Organe in slowenischer Sprache, und zwar 10 in Kärnten, 15 in Triest, 4 in Görz, 1 in Friaul, 1 in Deutschland, 5 in Westeuropa und 55 in Übersee.

(Naš tednik Kronika, 23. Mai 1963)

RUMÄNIEN

Die magyarische Volksgruppe

Am 5. Jahrestag der Hinrichtung des Chefs der ungarischen Revolutionsregierung, Imre Nagy, durch das Regime Kadar und am 10. Jahrestag des Ostberliner Aufstandes hat Frau Anna Kéthly, das einzige im Exil lebende Mitglied der ehemaligen Regierung Nagy, in Genf eine Pressekonferenz über die Verfolgung und Unterdrückung der magyarischen Minderheiten in Rumänien, vor allem in Siebenbürgen, gegeben. Anna Kéthly unterstrich dabei zunächst, daß die zwei Millionen in Rumänien lebenden Magyaren von den rumänischen Behörden seit einigen Jahren in einer Weise terrorisiert würden, die im Widerspruch zu den Menschenrechten und zu den Verpflichtungen stehe, die Rumänien als Mitglied der Vereinten Nationen eingegangen sei. Die magyarische Bevölkerung Siebenbürgens sei der allgemeinen Menschenrechte und der Rechte der Minderheiten beraubt. Ihre Lage entspreche heute einem Zustand, den eine Konvention, die am 9. Dezember 1948 von der Generalversammlung der Vereinten Nationen

angenommen und am 12. Januar 1951 in Kraft getreten war, als „Genocid“ bezeichne.

Die demokratische ungarische Emigration, die durch das Schicksal ihrer magyarischen Brüder in Rumänien, die nicht um Hilfe nachsuchen könnten, erschüttert sei, fordere daher für diese magyarische Minderheit die *Respektierung der Menschenrechte*. Anna Kéthly betonte, die demokratische ungarische Emigration habe sich dieser Frage angenommen, weil sich das Regime Kadar, das dem kommunistischen Regime von Rumänien näher stehe als den dortigen magyarischen Minderheiten, weigere, diesen Minderheiten gegenüber seine Aufgabe zu erfüllen. Ein von ungarischen Intellektuellen zugunsten der magyarischen Minderheit in Rumänien seinerzeit gebildetes *Unterstützungskomitee* habe demnach auf Regierungsbefehl aufgelöst werden müssen, wobei seine Mitglieder zu zwei bis drei Jahren Gefängnis verurteilt worden seien.

Für die magyarischen Minderheiten in Rumänien sollte nach den Ausführungen von Frau Kéthly in erster Linie ein Minimum von *sechs Forderungen* erfüllt werden:

1. Auf dem Territorium von Siebenbürgen müßte die *magyarische Sprache* im Geschäftsleben und in den Büros, in den Gemeinwesen und vor den Gerichten wieder zugelassen werden. Auch sollte niemand, der in der Öffentlichkeit Magyarisch spreche, verfolgt werden, und niemand sollte außerdem Belästigungen ausgesetzt sein, weil er sich im religiösen Kultus der magyarischen Sprache bedient.

2. Die geschlossenen oder aufgelösten *magyarischen Schulen* sollten wieder geöffnet und den magyarischen Kindern sollte die Ausbildung in magyarischer Sprache gestattet werden.

3. Die rumänischen Behörden hätten die *Deportationen* von Magyaren einzustellen und den deportierten Magyaren die *Rückkehr* zu ermöglichen.

4. Durch die *Industrialisierung* in Siebenbürgen, welche die rumänische Regierung zur Ansiedlung rumänischer Arbeiter benutzt, sollte die autochthone magyarische Bevölkerung nicht benachteiligt werden.

5. Alle aus nationalen oder konfessionellen Gründen verurteilten Personen sollten in den Genuß einer Amnestie kommen. Über die Zahl dieser, vor allem wegen ihrer Sympathien für die ungarische Revolution Verurteilten, ist indessen nichts Näheres bekannt.

6. Den nach ungesunden Sumpfböden deportierten *Familienangehörigen der Verurteilten* sollte ermöglicht werden, an ihre Wohnorte zurückzukehren.

Anna Kéthly führte an ihrer Pressekonferenz aus, daß die demokratische ungarische Emigration die Klagen über den Terror der rumänischen Behörden gegenüber der magyarischen Minderheit in Rumänien und die genannten Minimalforderungen dem Wirtschafts- und Sozialrat und der Generalversammlung der *Vereinten Nationen*, dem *Europarat* sowie der Menschenrechtskommission und dem Ministerkomitee des *Europarates* unterbreiten werde. Gleichzeitig appellierte sie an die Weltöffentlichkeit.

SCHWEIZ

Die Auseinandersetzung in der jurassischen Frage

Seit der Veröffentlichung des Informationsartikel über die jurassische Frage in Heft 1/1963 unserer Zeitschrift hat die Auseinandersetzung im Berner Jura sich zugespitzt. Es hat sich eine Untergrundbewegung „Front de libération jurassien“ gebildet, der man eine Reihe von Terrorakten, besonders Brandstiftungen, wie der Militärbaracken Les Auges und in Bourrignon, der Anwesen Les Joux-Derrières und Sous la Côte und auf das Haus des Ständerates Charles Jeanneret in Mont-Soleil ob St. Imier anlastet. Gegen deren Tätigkeit nahm bereits Ende März der Zentralvorstand der „Union des patriotes jurassiens“ Stellung, der in seiner Entschließung in Tavannes die Errichtung eines gemischten Lehrerseminars im Südjura befürwortet und die Tätigkeit der jurassischen Befreiungsfront verurteilt. Mitte Mai erließ der neue Präsident der jurassischen Befreiungsfront eine Erklärung zur Beschwichtigung in der Jurafrage, einig „Pro Jura“, Henri Gorgé, einen Aufruf zur Beschwichtigung in der Jurafrage, welcher von der kurz darauf tagenden Generalversammlung des „Rassemblement jurassien“ in Delemont-Delsberg am 19. Mai günstige Aufnahme zuteil wurde, während Erklärungen des Präsidenten der „Association pour la Défense des Intérêts du Jura“.

René Steiner, abgelehnt wurden. Das Rassemblement lehnte für Handlungen geheimer Bewegungen die Verantwortung ab, mißbilligte sie und forderte Lösung der Jurafrage.

Auf dem Pferdemarkt in Saignelégier ergriff am 11. August Bundesrat Wahlen das Wort und sagte u. a.: „Die Bevölkerung des schönen Juras, den wir alle so sehr lieben, ist heute uneinig unter sich, zum Teil auch uneinig mit der Bevölkerung des alten Kantonteiles. Ich möchte nicht auf die geschichtlichen Gründe zu sprechen kommen, die zu den Auseinandersetzungen geführt haben; meine Sorge gilt der Gegenwart und der Zukunft.“ Er sprach vom Bemühen der Schweiz um ihre Staatsform, in der unverkennbar ist „das Bestreben, zu einem immer besseren Verständnis zwischen den Bürgern verschiedener Stämme, Sprachen und Konfessionen zu kommen, und den Minderheiten das sichere Gefühl zu geben, in eine gemeinsame Heimat eingebettet zu sein, in der sie nicht trotz, sondern gerade wegen ihrer Verschiedenheit geachtet und geliebt werden... Meinungsverschiedenheiten wird es immer geben. Die Ausübung des unverlierbaren Rechtes auf freie Meinungsäußerung muß sich aber an die demokratischen Spielregeln halten. Wenn nun im Jura eine verschwindend kleine Minderheit begonnen hat, mit den Methoden des Terrors zu operieren, so ist das eine Abkehr von unseren demokratischen Traditionen, die sich das Volk des Juras als ganzes niemals gefallen lassen darf...“ Der Bundesrat appellierte zur einhelligen Ablehnung dieser Methode und fuhr fort: „Kein verantwortungsbewußter Bürger wird bestreiten, daß alle Voraussetzungen für einen nützlichen Meinungsaustausch weiterbestehen. Das Gespräch zwischen dem alten und neuen Kantonsteil hat in den letzten 15 Jahren für den Jura eine Reihe beachtlicher Ergebnisse gezeitigt, die sich auf den helvetischen Geist des Verständnisses für und der Achtung vor den Minderheiten gründen. Es will mir als Bürger unseres Kantons einfach nicht in den Kopf, daß am Ende einer Reihe von Verständigungslösungen Terror und Einschüchterung stehen soll, anstatt das weitere ehrliche Suche nach einer dauerhaften Lösung. Es erfüllt mich mit Freude, daß aus dem Jura selbst gerade in letzter Zeit Stimmen laut geworden sind, die zur Vernunft mahnen und das konstruktive Gespräch befürworten. Ich hoffe, daß diese Stimmen im ganzen Jura, Nord und Süd, Widerhall finden werden. Dann ist der Weg offen für ein Gespräch im Geiste Nikolaus von der Flües, das allein Wege zu Lösungen zeigen kann, die den Traditionen unseres christlichen Rechtsstaates würdig sind.“

Dieser Mahnruf des Bundesrates Wahlen fand allgemein größte Beachtung. In der ersten Sitzung der Herbstsession des Großen Rates von Bern am 29. August begründete das Mitglied Schaffter (christlich-sozial, Delsberg) eine Motion zur jurassischen Frage, welche Verhandlungen zwischen Regierungsvertretungen und jurassischen Parteivertretungen verlangt. Im Monatsblatt der bernisch-reformierten Landeskirche „Der Sämann“ vom September 1963 befürwortete Pfarrer Th. Krummenacher eine jurassische Institution in Form von Regionalparlament und Regionalregierung. Er wandte sich gegen die Schwarz-Weiß-Malerei und die Klassifizierung in „Separatist“ oder „Pro-Berner“. Er plädierte für eine Neuorientierung der Politik der Berner Regierung durch Aufgreifen der Frage einer begrenzten nationalen Autonomie für den Jura. Unter Vorsitz des Ständerates Charles Jeanneret bildete sich in Tramelan ein „Comité jurassien de vigilance démocratique“ zur Verteidigung der Meinungs-, Niederlassungs- und Vereinsgründungsfreiheit und für den Respekt vor der Legalität. Am 8. September feierte die jurassische Bevölkerung zum 16. Male in Delemont/Delsberg das Fest des jurassischen Volkes. Der Generalsekretär des Rassemblement jurassien, Roland Béguelin, erörterte in einer Pressekonferenz die Entwicklung der jurassischen Frage und die Aussichten eines Gespräches zwischen der Opposition und den bernischen Behörden. Er lehnte die undemokratischen Aktionen ab und bekannte sich zu Verhandlungen, wie sie Bundesrat Wahlen vorgeschlagen hatte. In der Debatte wurde festgestellt, es sei an Bern, konkrete Vorschläge hinsichtlich eines konstruktiven Gespräches zu unterbreiten, dessen Ergebnis nur die Autonomie des Jura, eventuell innerhalb des Kantons Bern, sein könne. In der Versammlung des Rassemblement jurassien wurde eine Resolution angenommen, welche die Intervention des Bundes wünscht, den Appell des Bundesrates Wahlen zugunsten eines Gespräches annimmt, die Unbeweglichkeit Berns verurteilt und erklärt, „daß das jurassische Volk jeden Täuschungsversuch zurückweisen und den Kampf so lange fortführen wird, als es nicht im Besitz der in der

konstitutionellen Anerkennung begründeten politischen Rechte ist“. In einer weiteren Stellungnahme wurde das „Komitee für Wachsamkeit“ abgelehnt, das Ständerat Jeanneret gegründet hat.

In der zweiten Septemberhälfte 1963 nahm der Disput unter den Jurassien lebhaftere Formen an. Das Comité jurassien de vigilance démocratique und die Union des patriotes jurassiens beschuldigte am 19. September in einem offenen Brief die separatistische Bewegung, den Frieden der Schweiz aufs Spiel zu setzen. Am 28. September tagte die Delegiertenversammlung der Union in Villeret und schlug vor, in einer Resolution nach dem Anhalten der separatistischen Agitation nach der Abstimmung vom 5. Juli 1959 eine Möglichkeit zu suchen, die drei Bezirke Pruntrut/Porrentruy, Delsberg/Delemont und Freiberge/Franches Montagnes durch eine Abstimmung über ihre Zukunft entscheiden zu lassen. Am gleichen Tag trat in Delemont der Leitungsausschuß des Rassemblement jurassien zusammen und erklärte, daß der Appell des Bundesrates Wahlen vernünftig ist, daß es zu Begegnungen mit Vertretern des alten Kantonteiles von Bern bereit ist und daß die Union des patriotes jurassiens und das Comité jurassien de vigilance démocratique eine fruchtbare Diskussion zu verhindern strebt. Am gleichen Tag tagten die autonomistischen Föderationen der Bezirke Moutier, Courtelary und Neuenstadt/Neuveville und gaben dem Wunsch nach einem Gespräch Ausdruck, wie es Bundesrat Wahlen vorgeschlagen hat und erhoben die Forderung nach Autonomie, als der alleinigen Garant der Zukunft, sei es innerhalb des Kantons Bern oder anderswie. Dagegen polemisierte in einer Kundgebung vom 29. September die Union des patriotes jurassiens.

SOJWJETUNION

Einheitliche Richtlinien für den Deutschunterricht

Für das neue Schuljahr in der Sowjetunion, das am 2. September begann, gab das Ministerium für Bildungswesen erstmalig ein einheitliches Programm zur Durchführung des Deutschunterrichtes als Muttersprache heraus. Diese Richtlinien sind für alle Schulen der Sowjetunion gültig, in denen deutsche Kinder in der Muttersprache unterrichtet werden. Die örtlichen Bildungsorgane sind verpflichtet worden, auf Wunsch der Eltern und Schüler den Unterricht in der Muttersprache überall einzuführen, wo die nötige Schülerzahl es erlaubt und soweit genügend Lehrkräfte vorhanden sind. Beim Staatsverlag für Lehrbücher und pädagogische Literatur des Ministeriums für Bildungswesen ist in diesem Jahr ein neues Lehrbuch erschienen, „Fibel, mein erstes deutsches Buch“, nach dem der Deutschunterricht gelehrt werden soll. Der Deutschunterricht beginnt im zweiten Schuljahr und endet mit der siebenten Klasse. In der Oberstufe wird die deutsche Sprache nur im Rahmen des Fremdsprachenunterrichtes gelehrt und Deutsch als Muttersprache wird in einigen Schulen zusätzlich im Anschluß an die normalen Schulstunden unterrichtet, was jedoch zu einer Überbelastung der Schüler führt. In Zukunft soll der Deutschunterricht auch in der Oberstufe unter Ausnutzung der Stundenzahl, die für den Fremdsprachenunterricht vorgesehen ist, fortgesetzt werden. Dieser Mangel soll auch dadurch behoben werden, daß es verboten wird, die deutschen Schüler in den oberen Klassen mit einer zusätzlichen Fremdsprache — wie z. B. Englisch — zu belasten.

In Kasachstan, wo ein großer Teil der anderthalb Millionen starken deutschen Bevölkerung in der Sowjetunion jetzt wohnt, ist der Deutschunterricht um eine Wochensunde kürzer als in den Schulen der Russischen Föderation, so daß den Lehrern Kasachstans empfohlen wurde, den Unterrichtsstoff entsprechend zu kürzen. Der neue Programmwurf stellt den Deutschlehrern die besondere Aufgabe, „die sowjetdeutschen Kinder im Sinne der kommunistischen Moral und im Geiste des proletarischen Internationalismus zu erziehen“.

Radio Alma-Ata, am 10. April/30. August 1963

Lehrerbildung in Alma-Ata und Nowosibirsk

In der Sowjetunion besteht, außer an der pädagogischen Hochschule für Fremdsprachen in Alma-Ata in Kasachstan, auch seit vier Jahren die Möglichkeit, an der

pädagogischen Hochschule in Nowosibirsk die deutsche Sprache und Literatur zu studieren. Die ersten Absolventen des Nowosibirsker pädagogischen Instituts sind im neuen Schuljahr als Lehrer für den Unterricht in der deutschen Muttersprache für die deutsche Bevölkerung in Sibirien, im Altai, im Gebiet Orenburg und in Kasachstan tätig.

Radio Alma-Ata, am 12. Juli 1963

Aufruf an die jungen Hörer

„Heute möchten wir ganz kurz von einer anderen (früher wurde vom Fremdspracheninstitut Alma-Ata berichtet) Bildungsanstalt erzählen; wir meinen die Nowosibirsker Pädagogische Hochschule, und zwar die Fachrichtung Deutsch und Literatur. Ja, diese Abteilung besteht nun schon vier Jahre. Die erste Gruppe Absolventen wird ab diesem Herbst (1963) schon in Sibirien, im Altai, im Gebiet Orenburg und in Kasachstan Deutsch als Muttersprache unterrichten. Aus der Wochenschrift „Neues Leben“ ist vielen von uns bekannt, daß manche Studenten der Fachrichtung Deutsch sich jetzt auch als Dichter und Schriftsteller versuchen. Das verdanken diese jungen Menschen zu einem großen Teil auch dem Umstand, daß sie in Nowosibirsk bei solchen gelehrten Lehrern wie Viktor Klein, Viktor Herrmann und anderen einen ausgezeichneten Unterricht in der Sprache und Literatur genießen. Deshalb raten wir unseren jungen Freunden, die sich für die deutsche Sprache und Literatur interessieren, sich an die Fachrichtung Deutsch des Nowosibirsker pädagogischen Instituts zu wenden. Die Gesuche werden bis zum 1. August 1963 entgegengenommen und sind zu richten an: Nowosibirsk, Komsomolskij prospekt 20.“

Radio Alma-Ata, am 12. Juli 1963

Die Verbreitung der Muttersprache unter den Sowjetdeutschen

Für die Erhaltung der Muttersprache unter den Deutschen in der Sowjetunion haben sich die schicksalreichen Ereignisse des zweiten Weltkrieges und das Regime Stalins besonders negativ ausgewirkt. Diese Umstände führten dazu, daß in den Jahren von 1941 bis 1957 kein Unterricht in den Schulen für die Deutschen mehr möglich war und dadurch der Gebrauch der Muttersprache unter den Sowjetdeutschen in erheblichem Maße zurückging. Es blieben deshalb als Umgangssprache die deutschen Mundarten übrig, so daß heute das Hochdeutsch nicht mehr von allen Sowjetdeutschen beherrscht wird. Zu dieser Situation erklärte kürzlich ein Kandidat der philologischen Wissenschaft an der Alma-Ataer Hochschule in einem Vortrag unter anderem:

„In unserem Lande haben sich ebenfalls die meisten deutschen Mundarten erhalten, und diese werden auch neben der Literatursprache von der überwiegenden Mehrheit der sowjetdeutschen Bevölkerung gesprochen. Mehr noch: Die schweren Jahre des Personenkults haben dazu geführt, daß man in den Schulen den Unterricht der Muttersprache einstellte, so daß heute viele Sowjetdeutsche die Literatursprache nicht beherrschen und nur noch ihre Mundarten sprechen. — Es fragt sich nun, wie soll man denn zu Hause unter den Deutschen sprechen? Selbstverständlich sollte man überall die deutsche Literatursprache pflegen. — Die kommunistische Partei der Sowjetunion und die Sowjetregierung haben nach der Entlarvung des Personenkults alle Voraussetzungen geschaffen, um den Sowjetdeutschen ein gründliches Studium ihrer Muttersprache zu gewährleisten. Gegenwärtig unterrichtet man an allen Schulen, in welchen sowjetdeutsche Kinder lernen, die deutsche Literatursprache als Muttersprache und die Sowjetregierung werden Abendkurse zum Erlernen der Literatursprache als Muttersprache ermöglicht. Zu allen diesen Maßnahmen werden von der Sowjetregierung weitgehend Mittel zur Verfügung gestellt. Es liegt also nur an dem guten Willen der sowjetdeutschen Bevölkerung, ihre Literatursprache zu erlernen. Das bedeutet aber durchaus nicht, daß es eine Schande ist, zu Hause seine Mundarten zu sprechen.“

In diesem Zusammenhang wurde noch auf die Frage, wie man in den Zeitungen und Zeitschriften, die für die sowjetdeutsche Bevölkerung erscheinen, schreiben und in den Rundfunksendungen in deutscher Sprache sprechen soll, hingewiesen. Da die Sowjetdeutschen die deutsche Literatursprache in verschiedenem Grade beherrschen, müßte in den Zeitungen und im Rundfunk eine Sprache geschrieben und gesprochen

werden, die der Mehrheit der deutschen Bevölkerung zugänglich ist. (Radio Alma-Ata, am 14. August 1963. „Probleme der sowjetdeutschen Mundarten.“)

Heutzutage wirkt dem Gebrauch der Muttersprache unter den Deutschen noch die territoriale Zersplitterung des jetzigen Siedlungsgebietes in der Sowjetunion entgegen. Dazu heißt es in dem oben zitierten Vortrag: „Die meisten deutschen Jugendlichen machen beim Sprechen Fehler, die keineswegs ihre deutsche Sprache, darunter auch ihre deutschen Mundarten, kennzeichnen. Diese Fehler sind natürlich auf die anderssprachige Umgebung zurückzuführen, in welcher die sowjetdeutsche Bevölkerung lebt und wirkt.“

Die Vermischung der Deutschen mit anderen Bevölkerungsgruppen liegt in der sowjetischen Nationalitätenpolitik begründet. So arbeiten z. B. in jedem Sowchos Kasachstans zusammen mit anderen Völkern auch Deutsche. Diese Methode der Vermischung der einzelnen Nationalitäten soll die Verschmelzung der Sowjetvölker mit dem russischen Element beschleunigen. Ein Parteisekretär faßte dies in seiner Rede auf einem Seminar für Propagandisten der Neulandregion Kasachstans in die Worte: „Alle Völker der Sowjetunion werden vereint durch die große russische Sprache. Deshalb ist es Aufgabe der Lehrer, zu erreichen, daß alle nichtrussischen Schüler die russische Sprache vollkommen beherrschen. — Das bedeutet keinesfalls, daß ich eine Unterdrückung oder Zurücksetzung der nationalen Sprachen befürworte. Es handelt sich darum, daß jedem die Möglichkeit geboten wird, die russische Sprache zu erlernen und zu beherrschen.“ (Radio Alma-Ata, am 9. September 1963.)

In einem Kommentar mit dem Titel „Unter dem Leninschen Banner des Internationalismus“ brachte der Sender Alma-Ata einen Beitrag über die sowjetische Nationalitätenpolitik, in dem es unter anderem heißt: „Das neue Programm der Partei setzt die Grundsätze der Leninschen Nationalitätenpolitik konsequent fort und entwickelt sie weiter. Indem die Partei für das weitere Blühen der sozialistischen Nationen sorgt, schlägt sie gleichzeitig den Kurs auf die Annäherung und als Endziel auf die Verschmelzung der Nationen zu einer großen internationalen Gemeinschaft arbeitsfreudiger Menschen des Kommunismus ein. Im Prozeß des kommunistischen Aufbaus verstärken sich die interrepublikanischen Beziehungen. Die Verwirklichung der erhabenen Aufgaben des kommunistischen Aufbaus, welche die gemeinsamen Anstrengungen aller Völker unseres Landes erfordern, führt eine massenhafte Versetzung von Werktätigen verschiedener Nationalitäten und deren Konzentrierung an den Großbauten und Großbetrieben auf den brachliegenden Ländereien nach sich. Auf den neuen Ländereien, die man heute durchaus nicht mehr als Brachland bezeichnen kann, heißen sich freiwillig Vertreter fast aller Nationen unseres Landes nieder. In Kasachstan gibt es heute keinen einzigen Sowchos mehr, in welchem weniger als Vertreter zehn verschiedener Nationen arbeiten dürfen, darunter auch Sowjetdeutsche. Das führt dazu, daß der Bevölkerungsbestand jeder der Republiken immer mehr international wird. Das schafft einerseits die Grundlage zur Verwischung der nationalen Grenzen, zur Entwicklung und Festigung der allgemeinen internationalen Züge und Traditionen. Die Sowjetrepubliken haben keine höheren Interessen als die Entwicklung der Wirtschaft des ganzen Landes zum Wohle der Werktätigen.“

Radio Alma-Ata, am 19. August 1963

Resolution des Jüdischen Weltkongresses

Der Verwaltungsausschuß des Jüdischen Weltkongresses hat bei seiner Tagung in Montreux am 13. August 1963 in einer Stellungnahme zum Moskauer Abkommen über die Einstellung der Atomversuche unter anderem folgende Resolution gefaßt:

„Die neue Lage, die so viel neue Hoffnungen aufkommen läßt, veranlaßt den Kongreß, seinen Glauben in die in naher Zukunft liegende Lösung von Problemen auszudrücken, die ihm besonders naheliegen. In diesem Zusammenhang denkt er daran, daß die sowjetische Doktrin der Gleichheit aller im Gebiete der Sowjetunion niedergelassenen Volksgruppen es auch dem *sowjetischen Judentum* erlauben sollte, die *Rechtsgleichheit* und das *gleiche nationale und religiöse Statut* zu erhalten, und zwar in Übereinstimmung mit der von den UN proklamierten Menschenrechtserklärung.“

Die Lage der Juden in der Sowjetunion

Der Präsident des Jüdischen Weltkongresses, Dr. Nahum Goldmann, hat, wie Agence France Presse am 12. September 1963 meldet, vor einer in Paris stattfindenden internationalen Konferenz, die sich mit der Lage der Juden in der Sowjetunion beschäftigt, einen Bericht unterbreitet, aus dem hervorgeht, daß eine langsame, aber stetige Verschlimmerung der Lebensbedingungen für die Juden vom kollektiven, nationalen, religiösen und individuellen Standpunkt aus festzustellen sei. Goldmann teilt in seinem Bericht mit, daß von den zwischen dem 1. Juli des Jahres 1961 und dem 1. Juli des Jahres 1963 wegen wirtschaftlicher Vergehen zum Tode verurteilten 140 Personen 60 Prozent Juden waren. In der Ukraine, wo zwei Prozent der Bevölkerung Juden sind, waren sogar 80 Prozent aller in wirtschaftlichen Prozessen zum Tode Verurteilten Juden. In diesem Zusammenhang fordert Goldmann, daß die sowjetischen Behörden die Jüdin Bassia Reznitzki begnadigen solle, deren Mann ebenfalls wegen wirtschaftlicher Delikte zum Tode verurteilt und hingerichtet worden war. Das Ehepaar, das schon von den Nationalsozialisten zu Zwangsarbeit verurteilt worden war, mußte damals zusehen, wie seine beiden Töchter ermordet wurden.

Auf kulturellem Gebiet stellt Goldmann einige bescheidene Besserungen fest und verleiht seinem Wunsch Ausdruck, daß Initiativen ergriffen werden möchten, um der jüdischen Kultur in der Sowjetunion einen neuen Aufschwung zu ermöglichen. Die in diesem Hinblick gehegten Hoffnungen seien aber im Jahre 1963 größtenteils enttäuscht worden.

Was das religiöse Leben der Juden anbelangt, schreibt Goldmann, er sei zur Feststellung gezwungen, daß in den letzten zwei Jahren keinerlei Besserung zu verzeichnen, sondern daß im Gegenteil eine fühlbare Verschlechterung eingetreten sei. Die Synagogen seien immer noch geschlossen, und die Rabbinerschule in Moskau sei auf drei oder vier Schüler zusammengeschrumpft.

Im letzten Teil seines Berichts kommt Goldmann auf das Problem der Familienvereinigung zu sprechen und richtet an die Sowjetunion einen eindringlichen Appell, sich humanitären Betrachtungen nicht zu verschließen. Ein Teil dieser Familien lebt in der Sowjetunion, der andere in Israel. Denjenigen Juden, die aus diesen Gründen aus der Sowjetunion auszureisen wünschten, wurde und wird immer noch in den weitaus meisten Fällen ein Visum verweigert. Deshalb fordert Goldmann die Sowjetunion auf, ihre Haltung im Sinne des Artikels 13, Absatz 2 der Erklärung für die Menschenrechte, die die Sowjetunion als Mitglied der UN unterzeichnete, zu revidieren.

TSCHECHOSLOWAKEI

La situation actuelle des minorités magyares en Tchécoslovaquie

(Rapport de l'Institut pour l'Etude des Minorités hongroises en C.S.S.R., New York.)

L'intention de créer un «Statut de la population entière» au cours de la construction du communisme est un des plus dangereux facteurs dans le cadre de la dénationalisation communiste des minorités magyares. La conception d'un tel statut pour toute la population réclame l'intégration, la communalisation et l'introduction générale du travail aboutissant à construire le socialisme de tous les membres du Parti et aussi de tous ceux qui ne sont pas membres. Ainsi également aux intentions de détruire les bornes entre les classes sociales dans un tel Etat, le but est ici de détruire les limites entre les nationalités. Dans tous les territoires habités par les Magyars l'idéologie du Parti et la machine administrative et économique doivent servir à ce but, ce qui s'applique aussi dans les cadres de l'éducation, de la culture et de la vie communale.

Droits nationaux

Depuis l'introduction de la nouvelle administration départementale en 1960 la minorité magyare a été contrainte de vivre en unités administratives multilingues. Le multilinguisme conduit à un déclin de la langue hongroise et favorise peu à peu l'emploi de la langue officielle de l'Etat.

Le nombre des cours imposant à la population l'étude de la langue d'Etat s'élève progressivement. Ceci avec l'argument qu'un Magyar ne pourra devenir ressortissant

à des droits égaux que s'il parle couramment la langue d'Etat. La langue d'Etat est utilisée dans la direction et le développement de l'économie dirigée, ce qui rend impossible d'y participer à pied égal si l'on ignore la langue d'Etat. Les constructeurs du socialisme tchécoslovaque ont la formule que l'égalité de travail est la condition de droits égaux.

Pour les Slovaques communistes qui sont transférés dans des communautés magyares, et pour les Magyars dits Slovaques, des écoles publiques sont établies à l'heure présente. Usant du terme «amitié entre les nationalités» les anciennes écoles de langue hongroise sont mises sous une direction commune avec les nouvelles écoles de langue d'Etat. Il va de soi que dans de telles écoles fusionnées le secteur de langue d'Etat aura la direction. De telles fusions sont réalisées de bas en haut, comprenant les écoles maternelles, les écoles primaires, secondaires et supérieures et les écoles spéciales.

Le territoire linguistique

La colonisation accélérée des terres abondant la frontière magyaro-tchécoslovaque s'avance. Autrefois cette tendance ne se faisait valoir que dans les villes. Les ouvriers de langue d'Etat colonisèrent les régions industrielles, et les leaders, les fonctionnaires d'Etat et les instituteurs de langue d'Etat se multiplièrent par rapport au nombre des Magyars habitant autrefois les villes de population magyare.

Grâce au développement forcé de la collectivisation et de l'administration publique, les villages magyars regorgent de leaders, experts et fonctionnaires d'Etat parlant la langue d'Etat. Leur nombre s'accroît constamment et leur influence personnelle menace surtout les Hongrois. Les noms non-magyars augmentent aussi — on peut le lire dans les journaux. La minorité magyare habite toujours le même territoire au Sud de la Slovaquie, ce qui peut être contrôlé en écoutant l'émetteur communiste local dit «Csemadok» se dévouant à la culture hongroise. Cet émetteur peut toujours être écouté jusqu'à la frontière au Nord des langues Slovaque et Magyare. La seule différence se trouve dans la densité de la population magyare habitant le territoire de langue magyare. Ils sont couramment remplacés par d'autres parlant la langue d'Etat.

La minorité en chiffres

Les chiffres du recensement tchécoslovaque du 1er mars 1961 ne furent jamais publiés en ce qui concerne les minorités d'aujourd'hui, en dépit du fait que d'autres chiffres démographiques furent publiés. Jusqu'en 1960 l'Annuaire Statistique tchécoslovaque a toujours publié les chiffres des minorités du recensement précédent (1950) ainsi que les chiffres ayant rapport aux deux nationalités officielles de l'Etat, aux autres fractions minoritaires et à la minorité magyare, ce qui était tout accepté par le Gouvernement. Etant donné que les chiffres donnant le nombre de ressortissants magyars en 1950 furent plus tard officiellement diminués, il doit être juste de croire que les nouveaux chiffres ont été supprimés pour la même raison, ce qui est fort condamnable du point de vue de la minorité magyare.

(Du 13e Congrès de l'UFCE à Aoste)

Materialien

Papa Joannes XXIII: Encyclica „Paecem in terris“

De gentibus paucioribus

Scilicet contingere potest, ac revera contingit, ut commoda utilitatesque, quas civitates sibi quaerere contendunt, inter se pugnent; discordia tamen inde orta non armorum vi, nec fraude vel dolo sunt dirimenda, sed, ut homines addecat, mutua rationum animorumque aestimatio, rebus mature atque ex veritate perpensis, et contrariis sententiis ad aequitatem compositis.

Quam ad rem peculiari modo pertinet ille publicarum rerum cursus, qui inde a saeculo XIX ubique terrarum increbruit passim atque invaluit, quo fit ut homines eiusdem stirpis

sui iuris esse velint atque in unam nationem coire. Quod cum pluribus de causis non semper effici possit, illud exinde oritur, ut gentes pauciores numero intra fines nationis alius stirpis saepe contineantur, atque ex hoc quaestiones magnae gravitatis existant.

Hac in re aperte profutendum est, quidquid contra has gentes agatur ad coercendum stirpis vigorem atque incrementum, iustitiae officio graviter adversari; idque multo magis, si prava huiusmodi molimina ad ipsam gentis interfectionem spectent.

Immo vero iustitiae praeceptis apprime respondet, a republicae moderatoribus efficacem dari operam provohendis humanis condicionibus civium stirpis numero inferioris, nominatim quod attinet ad eorum linguam, ingenii cultum, avitas consuetudines, opera et incepta in re oeconomica.

Nihilo minus animadvertendum est, hos cives numero pauciores, sive ob rerum statum, quem aegre ferre cogantur, sive ob praeteritorum temporum eventus, haud raro proclives esse ad ea, quae suae gentis sunt propria, plus aequo efferenda; adeo quidem, ut vel ipsa bona posthabeant, quae omnium hominum sunt propria, quasi humanae familiae bonum bono suae ipsorum gentis servare oporteat. Rationi vero consentaneum est, ut iidem cives commoda quoque agnoscant, sibi ex peculiaribus hisce rerum adiunctis orta: ad ingenii sui nempe atque ipsorum gentis perfectionem non parum conferre cotidianam cum civibus alio civili cultu imbutis consuetudinem: cum ex hac paulatim ipsi virtutes, quae ad aliam gentem pertinent, in sucum et sanguinem suum convertere possint. Hoc tamen tantum eveniet, si cives numero pauciores, cum circumiectis populis societate quadam inita, horum usus et instituta participare student; non autem, si iidem contentiones serant, quae iacturas pariant innumeras, ac civilem nationum progressionem cohibeant.

Quin et illud accedit quod mutuae rerum publicarum rationes ad libertatis normam sunt ordinandae. Cuius sententiae vis haec est, ut nulli nationi quidquam facere liceat, quo alias iniuste opprimat, aut earum negotiis se immerito interponat. Omnes contra alii opitulentur necesse est, ut haec magis magisque sibi sint officiorum suorum consciae, ut nova et utilia conentur, ut in quolibet alacritatis genere per se ipsae proficiant.

Die Behandlung der Minderheiten

Es kann natürlich vorkommen, wie es auch tatsächlich geschieht, daß die Vorteile und Interessen, welche die politischen Gemeinschaften für sich zu gewinnen suchen, einander widerstreiten. Die daraus entstehenden Gegensätze sollen aber nicht mit Waffengewalt und nicht mit Trug und List gelöst werden, sondern, wie es sich für Menschen geziemt, in gegenseitigem Einvernehmen durch reifliche, sachliche Überlegungen und durch unparteiische Schlichtung.

Hierher gehört im besonderen jene Tendenz, die seit dem 19. Jahrhundert sich im Staatsleben überall verbreitete und zunahm. Sie besteht darin, daß die Menschen gleicher Abstammung selbständig und zu einer Nation vereint sein wollen. Dies kann jedoch aus verschiedenen Gründen nicht immer durchgeführt werden, und daraus ergibt sich die Tatsache, daß volkliche Minderheiten innerhalb des Gebietes einer anderen Nation festgehalten werden und dann schwerwiegende Fragen aufwerfen.

Hierzu muß offen gesagt werden: Was immer gegen diese Völker zur Unterdrückung der Lebenskraft und des Wachstums ihres Stammes unternommen wird, ist eine schwere Verletzung der Gerechtigkeit, und dies um so mehr, wenn derartige Versuche auf die Ausrottung des Stammes selbst abzielen.

Hingegen entspricht es vollkommen den Geboten der Gerechtigkeit, wenn die Staatslenker sich tatkräftig bemühen, die Lebensbedingungen der Minderheiten zu heben, namentlich in dem, was deren Sprache, Kultur, Herkommen und Gebräuche sowie wirtschaftliche Unternehmungen und Initiativen betrifft.

Dennoch muß hervorgehoben werden, daß die Minderheiten — sei es als Folge einer Reaktion auf ihre gegenwärtige Lage oder wegen geschichtlicher Ereignisse — nicht selten dazu neigen, die Besonderheiten ihres Stammes ungehörlich hervorzuheben, und zwar so sehr, daß sie selbst die menschlichen Werte, die allen eigen sind, so herabmindern, als ob das Gute der Menschheitsfamilie dem Wohl ihres eigenen Stammes dienen müsse, nicht aber umgekehrt. Es entspricht aber der gesunden Vernunft, daß diese Bürger auch die Vorteile anerkennen, die ihnen aus ihrer eigenartigen Lage erwachsen; daß nämlich der tägliche Umgang mit Bürgern einer anderen Kultur nicht wenig beiträgt zur Vervollkommnung ihres Geistes und Gemütes, da sie allmählich die Tugenden des anderen Stammes in steigendem Maße aneignen. Doch dies wird nur dann eintreten, wenn die Minderheiten eine gewisse Gemeinschaft mit den sie umgebenden Völkern eingehen und an deren Gebräuchen und Einrichtungen teilzunehmen suchen, nicht aber, wenn sie Zwistigkeiten säen, die unzählige Verluste verursachen und den Fortschritt der Nationen aufhalten.

Dazu kommt, daß die gegenseitigen Beziehungen der politischen Gemeinschaften in Freiheit zu ordnen sind. Das heißt, daß keine Nation das Recht hat, irgend etwas zu tun, wodurch sie andere ungerechterweise unterdrückt oder sich ohne Befugnis in deren Angelegenheiten einmischet. Es ist vielmehr notwendig, daß alle den anderen helfen, damit diese sich mehr und mehr ihrer Pflichten bewußt werden, damit sie an neue Unternehmungen Hand anlegen und selbst auf allen Gebieten Fortschritte machen.

The treatment of minorities

Not only can it happen, but it actually does happen that the advantages and conveniences which nations strive to acquire for themselves become objects of contention; nevertheless, the resulting disagreements must be settled, not by force, nor by deceit or trickery, but rather in the only manner which is worthy of the dignity of man, i. e., by a mutual assessment of the reasons on both sides of the dispute, by a mature and objective investigation of the situation, and by an equitable reconciliation of differences of opinion.

From the 19th century there has been a rather widespread tendency in historical evolution that political Communities equate themselves to national Communities. However, for various reasons, it has not always been possible to make geographical boundaries coincide with ethnic ones; this gives rise to the phenomenon of minorities and to the relative complex problems.

In the first place, it must be made clear that justice is seriously violated by whatever is done to limit the strength and numerical increase of these lesser peoples; the injustice is even more serious if such sinful projects are aimed at the very extinction of these groups. On the other hand, the demands of justice are admirably observed by those civil authorities who promote the natural betterment of those citizens belonging to a smaller ethnic group, particularly when that betterment concerns their language, the development of their natural gifts, their ancestral customs, and their accomplishments and endeavours in the economic order.

It should be noted, however, that these minority groups, either because of a reaction to their present situation or because of their historical difficulties, are often inclined to exalt beyond due measure anything proper to their own people, so as to place them even above human values, as if that which is proper to humanity were to be at the service of that which is proper to the nation. Reason rather demands that these very people recognize also the advantages that accrue to them from their peculiar circumstances; for instance, no small contribution is made toward the development of their particular talents and spirit by their daily dealings with people who have grown up in a different culture. This, however, will be true only if they will know how to act as a bridge, which facilitates the circulation of life in its various expressions among different traditions or civilizations, and not a zone of discord which can cause great damage and choke natural development.

It has also to be borne in mind that relations between States should be based on freedom, that is to say, that no country may unjustly oppress others or unduly meddle in their affairs. On the contrary, all should help to develop in others a sense of responsibility, a spirit of enterprise, and an earnest desire to be the first to promote their own advancement in every field.

The Geneva Refugee Convention and the Protection of Ethnic Minorities

On its twelfth annual congress on 27 September, 1962, the Association for the Study of the World Refugee Problem (AWR) at Vaduz (Advisory Status B of the Economic and Social Council of the United Nations) adopted a unanimous resolution made by its international committee of experts, which deals with "Legal Problems Resulting from the Geneva Refugee Convention of 1951"; the resolution is being submitted to the governments and other competent authorities. It suggests that the Geneva Convention be interpreted in a way corresponding to the present minimum standard of international law and, above all, that the Convention be applied, for the first time, in order to safeguard the rights of ethnic minorities. The full context of this important document, which is based on valuable pioneer work done by Kurt Rahl, reads as follows:

Resolution of September 27, 1962

I.

1. The Convention Relating to the Status of Refugees of July 28, 1951, has, in its time, laudably provided the legal basis for the social and individual protection of those persons who are morally entitled to the support of the free world. However, the hope entertained by the signatory Powers that emergencies to be mitigated by the Convention would not

arise again after January 1, 1951, have been disappointed. On the contrary, such cases occurred constantly again during the last decade.

2. If these deplorable facts are duly considered, the question arises whether the original wording of the Convention still meets present-day conditions adequately. Even when recognizing duly the former achievements, this question has to be answered in the negative.

3. The provision limiting the obligations of the signatory Powers to cases arisen before January 1, 1951, creates a legally undesirable situation; there is no *clausula generalis* like sec. 6 B of the Statute of the Office of the UN High Commissioner for Refugees. The constant growth of the UN High Commissioner's sphere of authority, as expressed e. g. in the UN General Assembly Resolutions nr. 1671, 1672, and 1673-XVI of December 18, 1961, has found no corollary in the Convention.

II.

4. Already for this reason, the adaptation of the Convention to present-day and future conditions appears to be a matter of urgency. Moreover, the practice of some signatory Powers has given rise to inconsistencies with regard to the Convention's application. It is in the interest of the persons concerned that these discrepancies be removed; this ought to be done in a manner safeguarding as favourable a legal position as possible for the refugees.

5. The afore-mentioned adaptation need not lead to an alteration of the Convention's wording. It appears sufficient if the signatory Powers could agree — to an extent and in a form whatsoever — on an identical interpretation.

III.

6. For the future, the interpretation and application of the Convention should be handled therefore as if it was worded or, by additional protocols or custom, interpreted as follows.

7. In particular:

- a) art. 1 sec. A 2 should read: "As a result of events which caused well-founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular ethnic or social group or political opinion...";
- b) art. 1 sec. B should read: "For the purpose of this Convention, the word 'events' in Art. 1 sec. A shall not be restricted to events having occurred or to occur in Europe";
- c) in art. 1 sec. C 5 and 6, the words "falling under section A (1) of this article" should be deemed deleted;
- d) in art. 10 para. 1 and 2, the words "during the Second World War" should be deemed deleted;
- e) in art. 26, instead of the word "and", the words "and to remain there freely as long as this is desired as well as" should be read;
- f) art. 32 para. 1 should read: "The contracting States shall not expel a refugee lawfully in their territory save on grounds of national security or compelling reasons of public order";
- g) art. 33 para. 1 should read: "... membership of a particular ethnic or social group or political opinion";
- h) the concept "political opinion" (art. 1 sec. A 2, art. 33, para. 1) should be construed in a broad sense so as to include also the right to give preference to a constitutional and political system where the rights and liberties defined in the General Declaration of Human Rights and Basic Liberties of December 10, 1948, are secured in law and in fact.

8. In order to explain the above proposals, the following points may be mentioned:

- ad a: the out-dated time-limit (see supra 1/3) would be removed and the protection also of ethnic groups secured;
- ad b: the out-dated time-limit (see supra 1/3) would be removed as well as the possibility to exclude the obligatory force of the Convention in cases arising outside Europe;
- ad c: the out-dated time-limit (see supra 1/3) would be removed;
- ad d: the application of this provision in future cases would be made possible;
- ad e: This proposal corresponds to the Athens/AER/AWR Resolution on the problems of the so-called "Right of Domicile" (comp. *Expulsion-Refuge-Domicile*, vol. 3 of the *Essays on Refugee Questions*, ed. by Th. Veiter, Vienna 1962, p. 17 sqq.). It is evident that this question is of relevance also in this connection:

ad f: The expulsion of a refugee on reasons of public order should be made dependent on more stringent conditions than heretofore;

ad g: the out-dated time-limit (see supra, 1/3) would be removed;

ad h: The concept "political refuge" should thus be clarified in a sense correspondent to the spirit of freedom. Specifically, cases of serious conflict of conscience to the spirit of freedom. Specifically, cases of serious conflict of conscience (comp. e. g. § 3 para. 1 of the German Bundesvertriebenen-Gesetz of June 29, 1961 (BGBl. I 813)) ought to be included into the purview of the Convention. This alone would accord to the general tendency of the Convention, especially as expressed in its arts. 3—34.

IV.

9. Apart from the above proposals, it appears incumbent to consider certain discrepancies existing between the Convention on the one and the Statute of the Office of the UN High Commissioner for Refugees on the other hand. In practice, these discrepancies are especially cumbersome insofar as the signatory Powers are bound by the Convention, the High Commissioner for his part, however, by the Statute.

10. In particular:

- a) according to art. 1 sec. C 5 and 6 of the Convention, a person can no longer be recognized as a refugee if he is able to return into his country of origin resp. if he is able to avail himself again of the protection of the country of his nationality, provided that he is able to "invoke compelling reasons out of previous persecutions". The corresponding provisions of the Statute, however, provide for non-recognition only if the person concerned "can no longer claim grounds other than those of personal convenience" (sec. 6 A e and f);
- b) in contradiction to art. 1 sec. A 2 and art. 33 para. 1 of the Convention, sec. 6 A II of the Statute does not mention the "membership of a particular social group" as a criterion to which a person is to be recognized as a refugee;
- c) sec. 7 a of the Statute obliges a national of more than one country seeking recognition as a refugee to satisfy the provisions relative to such recognition in relation to each of the countries of which he is a national, whereas the Convention does not contain a parallel provision.

11. In order to adapt the Convention and the Statute mutually to each other and with a view of safeguarding a legal position for the persons concerned as favourable as possible, it appears desirable

- ad a: to adapt the Convention to the Statute;
- ad b: to adapt the Statute to the Convention, and this in the form proposed above (see supra III/2 lit. a and g), i. e. by introducing membership of a particular ethnic or social group as an additional criterion for the recognition of a person as a refugee;
- ad c: to adapt the Statute to the Convention, i. e. not to apply sec. 7 lit. a of the Statute.

Literaturberichte

Theodor Veiter (Hg): *Vertreibung, Zuflucht, Heimat, Expulsion, Refuge, Domicile*. Wissenschaftliche Ergebnisse des 11. Kongresses der Forschungsgesellschaften für Flüchtlingsfragen AER/AWR 1961 in Saloniki und Athen. Herausgegeben von der AER (Europäische Forschungsgruppe für Flüchtlingsfragen) und von der AWR (Forschungsgesellschaft für das Weltflüchtlingsproblem). Wien: W. Braumüller Universitäts-Verlagsbuchhandlung, 1962. 231 Seiten. (= Fürst-Franz-Josef-von-Liechtenstein-Stiftung [Fridtjof-Nansen-Institut], Vaduz, Abhandlungen zu Flüchtlingsfragen, Bd. III).

Die AER/AWR (Association européenne pour l'étude du problème des réfugiés; Association for the study of the world refugee problem) ist eine seit 1960 vom Wirtschafts- und Sozialrat der UN mit Status B anerkannte, beratende Organisation. An der Spitze ihres vorliegenden Sammelwerkes stehen in deutscher, englischer und französischer Fassung die im Oktober 1961 von der GV der AER/AWR in Athen durchdiskutierten und angenommenen Ergebnisse der Beratungen ihres Internationalen Expertenausschusses „Rechtsfragen“ über „Das Recht auf

die Heimat als völkerrechtlicher Tatbestand". Diese Deklaration hat bahnbrechende Bedeutung; denn seit sie angenommen wurde, läßt sich die noch heute nicht selten gehörte Gegenmeinung, das Recht auf die Heimat sei dem Völkerrecht fremd, nicht mehr so leicht vertreten.

Die AER/AWR-Thesen zerfallen in einen allgemeinen Hauptteil A und einen angefügten Teil B, der im besonderen Vorschläge für die Art. 2 und 3 des II. Ergänzungsprotokolls der Europäischen Menschenrechte-Konvention enthält. Mit dem gleichen Protokoll befaßt sich ein besonderer, gedanklich präziser Aufsatz von Kurt Rabl über „Verhütung unfreiwilligen Wohnsitzwechsels“ (S. 44 ff). Heinrich Rogge, neben R. Laun einer der wissenschaftlichen Pioniere auf diesem Gebiet, steuert wichtige „Thesen zur Kodifikation des Rechts auf die Heimat“ bei, aus denen an dieser Stelle nur seine sehr berechtigte Forderung nach rechtsgeschichtlicher und rechtstypologischer Untermauerung dieses Problemereiches hervorgehoben sei. Theodor Veiter legt eine material- und gedankenreiche Studie über „Die Flüchtlingsvolksgruppe“ vor, die weiter ausgreift als der Titel erkennen läßt.

Ein II. Teil des Werkes bringt Beiträge über die Rechtstellung der Flüchtlinge, ein III. Teil fünf Aufsätze über die sozialen und wirtschaftlichen Probleme im Zufluchtsland; ein Aufsatz von Ludowici über Flüchtlingshilfe und Entwicklungshilfe sei wegen der Originalität der Fragestellung besonders genannt.

Der IV. Teil enthält Berichte über die Bewältigung der Flüchtlingsprobleme in Italien, Finnland und Österreich (je 1 Aufsatz) und in Griechenland (4 Aufsätze). Aus dem wertvollen Finnlandbericht sei die Feststellung (S. 159) herausgehoben, daß bei der Wiederbesiedlung des 1956 von der UdSSR an Finnland zurückgegebenen Porkkala nur 50 v. H. der Abgewanderten zurückgekehrt sind. Von den 18 Abhandlungen sind 9 in deutscher, 7 in französischer, 2 in englischer Sprache verfaßt; den meisten ist eine Zusammenfassung in einer 2. Weltsparte beigegeben. Alles in allem ein überdurchschnittlich reichhaltiger Band.

H. K.

Kurt Rabl: Das Selbstbestimmungsrecht der Völker. Geschichtliche Grundlagen und gegenwärtige Bedeutung. Bergstadtverlag Wilh. Gottl. Korn, München 1963, 276 Seiten.

Das Selbstbestimmungsrecht der Völker steht heute im Vordergrund der Diskussion der Völkerrechtler. Während die östliche, vor allem die sowjetische Völkerrechtswissenschaft es mit Leidenschaft bejaht (ausgenommen für nationale Minderheiten und Volksgruppen) — freilich ohne es in der Praxis zu respektieren, wenn kommunistisch-neokolonialistische Interessen dem entgegenstehen (Ungarn, Sowjetzone) —, steht es in der westlichen Völkerrechtswissenschaft noch keineswegs gefestigt da. Sogar führende deutsche Völkerrechtler, wie Menzel in seiner neuesten völkerrechtlichen Kurzarstellung (München 1963), leugnen es. Immerhin hat es sich als „principle“ („Anspruch“) durchgesetzt und ist somit auf dem Wege, zu einer anerkannten Regel des Völkerrechts zu werden. Den eigentlichen Durchbruch dazu lieferte die UNO-Vollversammlungs-Entscheidung Nr. 1654-XVI vom 27. November 1961 gegen den Kolonialismus.

Über das Thema des Selbstbestimmungsrechtes der Völker ist sehr viel publiziert worden, und zwar nicht nur von deutscher Seite, sondern auch in USA. An deutschsprachigen Werken galt als bisher bestfundiertes das Buch von Günther Decker, Das Selbstbestimmungsrecht der Nationen (Göttingen 1955). Aber was der frühverstarbene Günther Decker, dem Rabl in vornehmem Geiste sein vorliegendes Werk widmet, teilweise erst andeuten konnte, da die Entwicklung seither einen sozusagen rasanten Lauf genommen hat, hat Rabl hier erst umfassend durchforscht. Er ist dazu gar wohl berufen, denn er ist heute einer der bestausgewiesenen Fachleute zum „Recht auf die Heimat“, das ja mit dem Selbstbestimmungsrecht in vielfältigen juristischen Wechselbeziehungen steht, und kann als nicht minder gewiegener Kenner des Rechtes der nationalen Minderheiten gelten. Durch diese seine Fachkenntnisse ist er auch der Gefahr ausgewichen, der Decker erlag, nämlich das Selbstbestimmungsrecht zu umfassend aufzubauen und seine Träger nicht nur bei den Völkern (im ethnischen Sinne) und Nationen (ebenfalls im ethnischen Sinne) zu suchen, sondern auch bei den Staaten und Staatsnationen. Für diese Deckersche Auffassung schienen zwar manche Formulierungen auch der UNO-Charta zu sprechen, in Wirklichkeit muß sich aber das Selbstbestimmungsrecht notwendigerweise gegen den Staat bzw. die Staaten richten, dies sogar im Falle der deutschen Sowjetzone („DDR“). Rabls Hauptverdient liegt daher, vom Grundsätzlichen her betrachtet, darin, daß er das nationale, das ethnische Element des Selbstbestimmungsrechtes herausarbeitet, ohne dabei zu übersehen, daß dieses Element bei den jüngsten afro-asiatischen Anwendungsfällen durchweg im Hintergrund war. Nicht minder hervorzuheben ist, daß Rabl mit seiner Arbeit, der eine größere Einleitung aus der Feder des evangelischen Theologen Werner Petersmann

über das christliche Naturrecht und das Selbstbestimmungsrecht vorangestellt ist, die höchst dankenswerterweise von einer theologischen Ganzheitslehre ausgeht, auch eine Übersicht über die wichtigsten Rechtsquellen des Selbstbestimmungsrechtes und eine Zeittafel seiner Anwendungsfälle (beginnend schon 1774 mit dem Frieden von Küçük-Kainardji) anfügt. Diese Materialien zu dem Buch machen eigentlich erst so recht dessen Bedeutung aus.

Das Buch ist gerade für Leser, die sich mit Volksgruppenfragen befassen, so besonders interessant, weil es die Minderheitenschutzverträge der Völkerbundära eingehend mit heranzieht, ferner die altösterreichische Regelung der Nationalitätenprobleme und sich eingehend mit den Volksabstimmungen nach dem Ersten Weltkrieg beschäftigt, die ja alle mehr oder weniger wegen der ethnischen Besonderheit der betreffenden Gebiete angeordnet wurden. Man erfährt ungemein viel zur Geschichte des Nationalitätenrechts in Mitteleuropa.

Überhaupt ist die Fülle des verarbeiteten Materials, besonders auch des englischsprachigen, erstaunlich. Zwar hatte Decker wohl noch mehr verarbeitet, aber nicht in so systematischer Weise und Selbstzucht des reinen Wissenschaftlers, der Rabl ist. Die Fülle an Material hat allerdings da und dort auch Fehler mit sich gebracht, z. B. verwechselt der Autor das Gebiet von Görz mit „Slowenisch-Venezien“ (dieses ist nur das slowenische Siedlungsgebiet in der Provinz Udine ohne Kanaltal) oder läßt einige wichtige Werke unerwähnt wie das „System des internationalen Minderheitenrechts“ von Flachbarth oder Franz Riedls Buch über Ignaz Seipel als Vorkämpfer volksdeutschen Denkens; auch wird der so interessante Selbstbestimmungsfall Triest nicht behandelt. Aber wenn man hiervon absieht, wird man wohl sagen dürfen, daß zum Thema „Selbstbestimmungsrecht“ bisher in deutscher Sprache nichts annähernd Gleichrangiges erschienen ist. Wer immer sich mit ethnischen Fragen befaßt, muß dieses Buch lesen.

Th. Veiter

Eberhard Jäckel: Die Schleswig-Frage seit 1945. Alfred Metzner-Verlag, Frankfurt am Main—Berlin 1959, Preis DM 19,80, 150 Seiten.

Der vorliegende Band XXIX der Dokumente der Völkerrechtsinstitute der Universitäten Hamburg, Kiel und Göttingen wird von dem früheren Referenten für Minderheitenfragen am Institut für internationales Recht der Universität Kiel, Dr. phil. Eberhard Jäckel, als Bearbeiter vorgelegt. Es handelt sich im wesentlichen um eine Dokumentensammlung zum deutsch-dänischen Grenz- und Minderheitenproblem seit dem Zweiten Weltkrieg. Die große Zahl dänischer Grenz- und Bekanntmachungen usw. bis herauf zu den Landesgesetzen über das Schulrecht und andere Rechte der Nord- und Südschleswiger innerhalb des dänischen bzw. des deutschen Staatsverbandes macht rasch ersichtlich, welche umfangreicher Fragenkreis hier zu lösen war und — erstaunlich genug in einer Zeit der Unterdrückung der Volksgruppen — auch gelöst wurde. Daß die Kieler Erklärung der Landesregierung Schleswig-Holstein über die Stellung der dänischen Minderheit vom 26. September 1949 und das Kopenhagener Protokoll vom 27. Oktober 1949 (Erklärung des dänischen Ministerpräsidenten Hans Hedtoft) im Vordergrund der Dokumente stehen, liegt auf der Hand. Es ist zwar oftmals bedauert worden, daß die Magna Charta der schleswighischen Minderheitenrechte dies- und jenseits der jetzigen Grenze keinen völkerrechtlichen Vertrag darstellt. Aber am Beispiel Südtirols sieht man ja, wie wenig Wert in der Praxis selbst völkerrechtliche Verträge haben, wenn Vertragsstaaten sie nicht einhalten wollen, während man am Beispiel Triests sieht, daß auch Memoranden, die keinen völkerrechtlichen Vertrag darstellen, Garantien für Minderheitenrechte sein können. Im Falle Nord- und Südschleswig jedenfalls haben sich die beiderseitigen Erklärungen vollauf bewährt. Jäckel hat an den Beginn der Veröffentlichung eine zwar eher kurze, aber dafür besonders prägnante Einleitung gestellt, die den Inhalt der abgedruckten Materialien erläutert und zugleich eine gute Übersicht über diese Ausführungen ähnlich optimistisch wie Hans-auseneinandersetzungen gibt. Jäckel schließt diese Ausführungen mit dem deutsch-dänischen Schulstreit mit der Hinrich Biehl seine 1960 erschienene Arbeit über den deutsch-dänischen Schulstreit mit der sicheren Erwartung, daß die früher und auch noch im ersten Jahrzehnt nach dem Zweiten Weltkrieg aufgetretenen unheilvollen Gegensätze zwischen beiden Völkern sich nie mehr wiederholen werden.

T. V.

Joseph M. Bochešky und Gerhart Niemeyer, Handbuch des Weltkommunismus u. s. XVI und 746 Seiten, davon 59 Seiten Bibliographie. Verlag Karl Alber, Freiburg i. Br. und München 1958.

Dieses Werk, das mit einem Preis von DM 24,80 übrigens ungewöhnlich billig ist, verdient den Namen „Handbuch“ im besten Sinn des Wortes. Es behandelt alle Probleme und die Geschichte des Weltkommunismus monographisch in wissenschaftlich einwandfreier Weise, wobei zunächst von der Begriffserklärung ausgegangen wird. Die formale Struktur des Kom-

So verdienstvoll also das Buch von Kimminich ist, müssen aber doch verschiedene kritische Anmerkungen gemacht werden. Dies gilt z. B. — das ist gerade für unsere Zeitschrift von großer Bedeutung — von der Tatsache, daß der Verfasser sich mit dem weitaus häufigsten Fall von Fluchtgründen, nämlich jenem wegen Furcht vor Verfolgung aus ethnischen (rassischen) Gründen nicht auseinandersetzt und überhaupt Probleme der Volkszugehörigkeit offenbar gar nicht sieht. Das hängt allerdings auch mit seinem Flüchtlingsbegriff zusammen, dem man nicht folgen kann. Der Verfasser übersieht nämlich, daß der Flüchtlingsbegriff in einem weiteren und engeren einzuteilen ist, wobei auch die Zwangsausgetriebenen (Vertriebene, Zwangsausiedler, Zwangsumsiedler) im weiteren Sinne zum Flüchtlingsbegriff gehören. Damit erledigt sich aber auch schon die Meinung, daß nur derjenige Flüchtling im Sinne des internationalen Rechts von heute sei, der aus Furcht vor politischer usw. Verfolgung eine Staatsgrenze überschreitet. Abgesehen von der Problematik des Wechsels der Gebietshoheit läßt Kimminich außer acht, daß es auch Zwangsumsiedlungen (Deportationen) innerhalb von Staaten gibt, deren Objekte ebenfalls unter den Flüchtlingsbegriff im weiteren Sinne fallen. In diesem Zusammenhang ist auf die Fortentwicklung des Völkerrechts in und seit Potsdam und dem Urteil des Alliierten Militärtribunals von Nürnberg zu verweisen. Hierbei hätte unbedingt die schon seit langem im Fluß befindliche Definierung des Rechtes auf die Heimat, das besonders ethnischen Gruppen vorenthalten wird, Erwähnung finden müssen. Kimminich kennt aber den Begriff „Heimat“ nur in Verbindung mit Indigenat (Seite 33). Auch hier kommt das völlige Fehlen einer Bedachtnahme auf ethnische Aspekte des Flüchtlingsproblems zum Ausdruck. Es muß aber wiederholt werden, daß die größten Fluchtbewegungen in Europa aus der Verfolgung ethnischer Gruppen entstanden sind. Es ist auch nicht etwa so, als würden die sogenannten konnationalen Flüchtlinge, die von Kimminich irrigerweise mit gleichsprachigen Flüchtlingen in geteilten Staaten identifiziert werden (Seite 278), nicht auch vom internationalen Flüchtlingsrecht miteinfaßt. Zwar ist die ursprüngliche Entwicklung (IRO) dahingegangen, den sogenannten konnationalen Flüchtlingen keinen internationalen Schutz zuteil werden zu lassen und auch die Satzung des UN-Hochkommissars für Flüchtlinge tendiert noch in diese Richtung. Tatsächlich hat aber gerade der UN-Hochkommissar in einer Reihe von Ländern, wie z. B. auch Österreich oder Griechenland, auch die gleichsprachigen Flüchtlinge in die Erfüllung seines Mandats einbezogen.

Der Verfasser läßt es ferner an einer entsprechenden Darstellung des internationalen Eigentumschutzes des Flüchtlings fehlen (Seite 313). Dabei ist zu diesem Thema eine Fülle von Literatur bereits vorhanden, vor allem von Domke und Seidl-Hohenveldern. Eine Fülle von Entscheidungen nationaler wie internationaler Gerichte existiert hierzu bereits.

Es wäre auch interessant gewesen, die Auffassungen des Verfassers zur Fortentwicklung des internationalen Flüchtlingsrechts zu erfahren. Wenn man bedenkt, welche erheblichen Mängel die Genfer Konvention von 1952 aufweist, Mängel, die gerade vom Standpunkt der deutschen Heimatvertriebenen, gegen welche sich diese Mängel intentionell gerichtet hatten, kritisch betrachtet werden, wäre doch in einem deutschsprachigen Werk es zweckmäßig gewesen, gerade diese Probleme zu untersuchen. Dies ist auch mit der Entwicklung der völkerrechtlichen Praxis durchaus in Einklang zu bringen, da beispielsweise die date line der Genfer Konvention durch die Staatenpraxis im Zusammenhang mit dem ungarischen Aufstand von 1956 im Wege der Auslegung eine entscheidende Änderung erfahren hat.

Sohin ist dieses Buch zwar ein äußerst begrüßenswerter und wertvoller Beitrag zum internationalen Flüchtlingsrecht und bisher in deutscher Sprache das umfassendste derartiger Werke, jedoch gerade auch unter dem Gesichtspunkt der internationalrechtlichen Probleme ethnischer Gruppen (internationales Recht nationaler Minderheiten) weiter ausbaufähig.

Theodor Veiter

Z. A. B. Zeman: *The break-up of the Habsburg Empire 1914—1918. A study in national and social revolution.* London 1961, Oxford University Press, 274 Seiten, 9 Bildseiten, 3 Karten.

Der 1928 in Prag geborene und in London lebende Verfasser untersucht als Wissenschaftler den Untergang der Österreichisch-Ungarischen Monarchie von den Ursachen her. Er stützt sich bei dieser seiner Untersuchung nicht zuletzt auch auf eine Reihe bisher unveröffentlichter Dokumente aus den Wiener Archiven, die er an Ort und Stelle gründlich studiert hat, wie auch auf Dokumente in der Gewahrsame des Foreign Office (das über ungewöhnlich viel dokumentarisches Material über Mitteleuropa verfügt). Wohl auf Grund seiner Herkunft beschäftigt sich Zeman vor allem mit der tschechischen Frage und untersucht in erster Linie das Verhalten der Exiltschechen als Ursache der Auflösung der Donaumonarchie. Insofern ist

sein gründlich und gediegen gearbeitetes Werk auch als ein solches über mitteleuropäisches Nationalitätenrecht anzusehen. Dabei wendet er sich mit Recht gegen weit verbreitete Vorurteile und Simplifizierungen, wie z. B. (S. XII) gegen die verbreitete Meinung, als habe es in der Donaumonarchie zwei herrschende Völker (Deutsche und Magyaren) gegeben, während die übrigen „unterdrückt“ gewesen seien. Er zeigt auf, wie völlig verkehrt eine solche Meinung wäre. Die tschechische (neuer) Geschichtsschreibung, die ihm völlig geläufig ist, beleuchtet Zeman mit kritischer Objektivität und beweist, daß der Untergang der Habsburger-Monarchie keineswegs das Ende eines unausweichlichen historischen Prozesses war, vielmehr auf die antihabsburgische, rein eigensüchtige Politik der Exilpolitiker (wie Masaryk und Beneš) und deren allmähliche Durchsetzung bei den Alliierten wesentlich zurückzuführen ist. Er übersieht dabei freilich nicht die etwa ab September 1917 auftretenden zentrifugalen Tendenzen innerhalb der Monarchie, vor allem das Zusammengehen der Tschechen mit den nach einer südslawischen Einheit strebenden Südslawen im Wiener Reichsrat.

Das Buch wäre also an und für sich wohl wert, als eine wissenschaftliche Leistung ersten Ranges angesprochen zu werden und es sollte auch wirklich nirgends fehlen, wo man sich mit dem Nationalitätenproblem in der ehemaligen Donaumonarchie befaßt.

Diese wissenschaftliche Qualität erfährt aber eine empfindliche Beeinträchtigung durch die Nichterwähnung und sogar Nichterwähnung grundlegender neuerer und neuester Werke zum Thema (die Bücher von K. C. Hugelmann, Wier, Hantsch, die Dissertation von Cooklich, Werke von Glaser, Zwitter, Kohn, Droz, Nelböck), wobei am unverständlichsten das Fehlen von jeden Hinweis auf Wier und Droz ist, aber auch das Fehlen einer Verarbeitungen von Prokopowitsch' Buch über das Ende der österreichischen Herrschaft in der Bukowina erscheint uns eher schwerwiegend. Dazu kommen in der Bibliographie (erfreulicherweise nur wenig im Text) sehr grobe Errata und Satzfehler, die mindestens teilweise dem Autor zur Last liegen. Als besonders kritikbedürftig finden wir die nach S. 256 beigegebene Nationalitätenkarte, auf der Bozen mit seinem Unterland als dem italienischen Siedlungsgebiet zugehörig bezeichnet ist oder von einem serbo-kroatischen Volk statt von Serben und Kroaten gehandelt wird. Wären diese Mängel nicht, könnte man das Buch als überragend bezeichnen.

V.

Der Donauraum. Zeitschrift des Forschungsinstituts für den Donauraum. Graz-Wien-Köln (Verlag H. Böhlau Nachf. Ges. m. b. H.).

Die nunmehr bereits im achten Jahrgang erscheinende Vierteljahresschrift befaßt sich mit Fragen des Donauraums, wobei der Begriff „Donauraum“ ziemlich weit gefaßt ist, etwa im Sinne des Werkes des tschechischen Autors Rudolf Wierer „Der Föderalismus im Donauraum“. (Wierer ist ein sehr prominenter Mitarbeiter der Zeitschrift.) Das Institut steht unter dem Vorsitz eines der vornehmsten Diplomaten alter österreichischer Schule, des Gesandten i. R. Theodor Hornbostel, während Chefredakteur der Zeitschrift der Generalsekretär des Institutes Univ.-Prof. Dr. Peter Berger ist, der umfassende Kenntnis der Donauraumfragen beweist. Zu den Donauraumfragen gehören notwendigerweise auch ethnische Fragen und Probleme der Sprach- und Volksgruppen. Der Jahrgang 1962 bringt von insgesamt 17 Aufsätzen nicht weniger als 5, die diesen Problemen gewidmet sind, darunter einen solchen über „Minderheitenschutz und Vereinigte Nationen“ (S. 35), von Felix Ermacora über die „Bemühungen um die Rechtsfrage Südtirol“ (S. 1) und von Franz Hieronymus Riedl über „Die Alpenromanen“ (S. 253). Letzterer Aufsatz ist vor allem wegen seiner umfangreichen Literaturangaben über die Rätomanen wichtig, wobei aber die so bedeutende neuere Arbeit von Aldo Dani „Les Rétomanes romanches“ (Genf 1960, Globe) und das Buch von Arthur Baur, „Wo steht das Rätomanische heute“ (Chur 1958) unerwähnt geblieben sind. Die Zeitschrift erfreut sich der nachdrücklichen Förderung des österreichischen Unterrichtsministeriums, ist aber in der wissenschaftlichen Behandlung der Themen am größte Objektivität bemüht, so daß der österreichische Standpunkt (falls man von einem solchen sprechen kann) höchstens in der Auswahl der Mitarbeiter zum Ausdruck kommt. „Der Donauraum“ verfolgt die einschlägige Literatur mit größter Aufmerksamkeit, wobei auch die fremdsprachigen Zeitschriftenaufsätze, einschließlich etwa der russischen, sorgsam registriert werden (die Zeitschrift erscheint im übrigen nur in deutscher Sprache). Auch für den Aufgabenbereich von „Europa Ethnica“ verdient diese Auslese Hervorhebung. Wir erblicken in „Der Donauraum“ unter diesen hier dargestellten Gesichtspunkten ein Schwesterorgan, das wir zu seiner Entwicklung beglückwünschen.

Veiter

„Gradišće“ Kalendar 1963. I Ljetopis Hrvatskoga kulturnoga društva u Gradišću. Urednik Ignac Horvat. Knjiga IV. Hrvatskoga Stamparskoga Društva, Zeljezno („Bürgen-

land"-Kalender 1963. Jahrbuch des Kroatischen Kulturvereines im Burgenland. Redigiert von Ignaz Horvat, erschienen als Band IV des Kroatischen Preßvereines, Eisenstadt) 200 Seiten und Bilder im Text. — Der vom früheren langjährigen Obmann des Kroatischen Kulturvereines Ignaz Horvat, Pfarrer in Frankenu im Burgenland, redigierte Jahreskalender, der seit über 30 Jahren erscheint, enthält neben dem üblichen Kalendarium und Erzählungen auch einige bemerkenswerte Beiträge zur Vergangenheit und Geistesgeschichte der burgenländischen Kroaten. So behandelt der vom ehemaligen Inspektor für das kroatische Schulwesen, Ivan Dobrovič, verfaßte Aufsatz „Zwischen Scylla und Charybdis“ das kroatische Schulwesen in der Übergangszeit von Ungarn zu Österreich und bringt dabei wertvolles Material zur Zeitgeschichte, wie etwa das Vorgehen der ungarischen Behörden gegen den bekannten Priesterdichter Martin Meršić-Miloradič, der den damaligen kroatischen Kalender herausgab, das Erscheinen der ersten kroatischen Lehrbücher und einer Zeitung im Burgenland und Minderheitenschulprobleme aus der Zeit nach dem Anschluß des Landes an Österreich. Dompfarrer Josef Rittersteiner (Eisenstadt) berichtet über vier bedeutende Pfarrer von Neudorf bei Parndorf (Matthias Dihanich 1771—1784, Matthias Laab 1797—1823, Simon Meršić 1826—1865, Lorenz Karall 1865—1879), während Heinrich Kunnert die Verteidigung der Stadt Güns im Türkenkrieg 1532 unter dem kroatischen Feldhauptmann Nikolaus Jurischitz schildert (ergänzter Nachdruck aus der Zeitschrift „Bergland“, Salzburg 1932 — die beigegebene Abbildung der „Fahnen-schwinger von Neckenmarkt“ hat mit der Belagerung nichts zu tun, weil diese Tradition auf die Schlacht bei Lackenbach im Jahre 1620 zurückgeht). Von geistesgeschichtlichem Interesse ist der Beitrag „Berühmte Burgenländer kroatischer Abstammung“, der das Leben und Wirken des aus Hornstein gebürtigen Gelehrten Franz Bizonfy-Maschitz und des aus Eisenstadt stammenden Banus von Kroatien, Feldmarschalleutnant Franz Vlasits behandelt (Nachdruck aus der Zeitschrift „Volk und Heimat“, Eisenstadt). Mit Rücksicht auf die hohen Druckkosten ist der Kalender nur in beschränkter Auflage für Subskribenten hergestellt worden und daher im Buchhandel nicht erhältlich.

Dr. K.

Buchenland. Hundertfünfzig Jahre Deutschtum in der Bukowina. Herausgegeben von Franz Lang, Bd. 16 der Veröffentlichungen des Südostdeutschen Kulturwerks, 527 Seiten, München 1961 (Güllstr. 7).

Die Bukowina (Buchenland), 1775 als Verwaltungsgebiet entstanden und 1848 selbständiges österreichisches Kronland geworden, gilt als Musterland in der Geschichte der mittel- und osteuropäischen Nationalitäten-Auseinandersetzungen, da hier wie nirgends sonst auf dem Boden der Donaumonarchie viele Volksstämme („Nationalitäten“ im Sinne des Artikels XIX des österreichischen Staatsgrundgesetzes von 1867) in friedlichem Wettstreit miteinander lebten und am Aufbau der gemeinsamen Heimat arbeiteten. Der Verfasser dieser Rezension hat in dem von K. G. Hugelmann herausgegebenen Sammelwerk „Das Nationalitätenrecht des alten Österreich“ (Wien 1934) im Abschnitt „Die Karpatenländer“ von Wenedikter wegen Erkrankung des Autors gerade die Bukowina fast ausschließlich allein bearbeitet und glaubt, daß in diesem Werk, das leider in der vorliegenden Veröffentlichung des Südostdeutschen Kulturwerks keinerlei Erwähnung findet, dieses einzigartige Phänomen vom öffentlichen Recht her ein für allemal aufgehehlt worden ist. Dichter haben in der ihnen eigenen farbigen Sprache dasselbe in dem vielfach wirkungsbreiteren literarischen Bereich getan (so Karl Emil Franzos, Georg v. Drozdowski, Gregor v. Rezzori). Erich Prokopowitsch, Mitarbeiter auch dieses Werkes, hat in seinem ungemein fesselnden Buch über das Ende der österreichischen Herrschaft in der Bukowina dasselbe von der neuesten Historie her unternommen. Dieser Nationalitätenfriede wäre nicht ohne das buchenländische Deutschtum möglich gewesen, das zwar schon in früheren Jahrhunderten dort bodenständig wurde, aber erst mit Errichtung der österreichischen Herrschaft 1775 verstärkt zu siedeln begann. Obwohl stets nur eine eher kleine Minderheit, war doch das buchenländische Deutschtum der eigentliche Kitt für den Zusammenhalt von Rumänien, Magyaren, Ruthenen, Polen, Armeniern und Juden (welch letztere ethnisch in der Frühzeit zu den Deutschen gerechnet wurden), wobei der deutschen Universität Czernowitz eine maßgebende Rolle zukam. Selbst in der Zeit nach 1918 bis zu der von Hitler angeordneten Zwangsumsiedlung 1939 bzw. 1940 waren die buchenländischen Deutschen noch immer die eigentlichen Träger nicht nur des kulturellen und wirtschaftlichen Lebens, sondern auch der friedlichen Zusammenarbeit der Volksgruppen. Das vorliegende Sammelwerk bringt nun an Hand von Aufsätzen hervorragender Kenner, meist Autoren, die selbst an den Geschicken des buchenländischen Deutschtums mitzuwirken hatten (wie Rudolf Wagner), ein umfassendes und soweit so etwas überhaupt möglich ist, vollständiges Bild des buchenländischen Deutschtums von seinen Anfängen bis zu einem Ende, insbesondere seiner Glanzzeit von 1848 bis 1917/18. Es dürfte nur wenige Werke solcher Gründlichkeit geben wie dieses, die ein Volksgruppen-Sonderproblem ausleuchten.

Weiter

Schriftenreihe der Forschungsstelle für Nationalitäten- und Sprachenfragen, Kiel

Soeben ist erschienen:

Band 1:

Heinz Kloss

Das Nationalitätenrecht der Vereinigten Staaten von Amerika

348 Seiten

Kartonierte

öS 160.—, DM 25.—, sFr. 27.—, \$ 6.50

Dieses an Überraschungen reiche Buch räumt mit einer Legende auf, nämlich mit der Behauptung, die Vereinigten Staaten seien ein Land ohne eigenes Nationalitätenrecht und damit der natürliche Feind eines internationalen Minderheitenschutzes. Kloss beschreibt, wie die Vereinigten Staaten in Wirklichkeit ein außerordentlich reich entwickeltes Nationalitätenrecht aufgewiesen haben und noch aufweisen. Daß trotzdem die Nachkommen der nichtangelsächsischen Einwanderer im allgemeinen bald die englische Sprache angenommen haben, lag nicht an einer strikten Assimilationspolitik des Staates (wie wir sie von Lateinamerika her kennen), sondern an der gewaltigen Absorbierungskraft der amerikanischen Gesellschaft.

Drei große Nationalitätenrechts-Komplexe schälen sich in dieser umfassenden Gesamtdarstellung heraus. Da ist zunächst das Recht der jungen Einwanderer-volksgruppen, gekennzeichnet durch völlige Sprachfreiheit in Vereinswesen, Presse und Rundfunk (547 Sender sendeten 1960 regelmäßig in nichtenglischen Sprachen, darunter mehrere ausschließlich) und durch das Recht, ihre Sprache in privaten Schulen zu lehren. Weit entwickelter war das Recht der alteingesessenen Volksgruppen der festländischen USA (Spanier in Neumexiko, Franzosen in Louisiana u. a. m.), die sich jahrzehntelang u. a. zweisprachiger Parlamente und nichtenglischer Staatsschulen erfreuten. Noch einen Grad weiter ging die Entwicklung in den Inselbesitzungen von Puertoriko bis Mikronesien, von den Philippinen bis Riukiu; hier haben die USA einen wesentlichen Beitrag zur Weiterentwicklung des Selbstbestimmungsrechts geleistet. Noch grundlegender und schöpferischer freilich ist ihr Beitrag zur Ausgestaltung des Nationalitätenrechts für Einwanderungsminderheiten und seiner Abgrenzung vom Recht der — wie Kloss sie nennt — „Altsiedler-Volksgruppen“ —. Ein Schlußkapitel setzt sich mit der Einstellung der USA zum internationalen Minderheitenschutz auseinander. Alles in allem kann man sagen, daß hier im wörtlichen wie im übertragenen Sinne ein nationalitätenrechtlicher Kontinent neu entdeckt worden ist.

Durch jede Buchhandlung zu beziehen!

WILHELM BRAUMÜLLER, WIEN — STUTTGART
Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. b. H.

VERTREIBUNG, ZUFLUCHT, HEIMAT EXPULSION, REFUGE, DOMICILE

Wissenschaftliche Ergebnisse des 11. Kongresses
der Forschungsgesellschaften für Flüchtlingsfragen AER/AWR 1961
in Saloniki und Athen

Bearbeitet von
Theodor Veiter (Feldkirch/Wien)
232 Seiten Ganzleinen S 196.—, DM 29.60

Der vorliegende Band III der **Abhandlungen zu Flüchtlingsfragen**, die die Fürst Franz Josef von Liechtenstein-Stiftung herausgibt, enthält einen erheblichen Teil der wissenschaftlichen Ergebnisse des 11. Jahreskongresses der Forschungsgesellschaften für Flüchtlingsfragen — AER, Sitz Strasbourg, und AWR, Sitz Vaduz —, worunter insbesondere wichtige juristische Ergebnisse zum Menschenrecht auf die Heimat erarbeitet wurden. Diese Ergebnisse haben schon bisher, obwohl nur teilweise veröffentlicht und bekanntgeworden, international Aufsehen hervorgerufen und werden wissenschaftlich weiter ausgebaut. Besondere Beachtung verdienen auch die griechischen Flüchtlingsprobleme, die hier erstmals außerhalb Griechenlands einem breiten Fachpublikum nahegebracht werden.

Aus dem Inhalt:

- | | |
|------------------------------------|---|
| <i>Rogge, Heinrich</i> | Thesen zur Kodifikation des Rechts auf die Heimat und des Schutzes vor Vertreibung |
| <i>Rabl, Kurt</i> | Verhütung unfreiwilligen Wohnsitzwechsels. Zur Frage der Gewährleistung der Freiheit des Aufenthalts nach dem für Europarat-Mitglieder geltenden Völkerrecht |
| <i>Veiter, Theodor</i> | Die Flüchtlingsvolksgruppe. Ein Beitrag zum Grundrecht ethnischer Gruppen auf ihre Heimat |
| <i>Constantopoulos, Dimitrios</i> | Die Menschenrechte und die Flüchtlinge |
| <i>Wierer, Rudolf</i> | Zur Revision der Flüchtlingskonvention vom 28. Juli 1951 |
| <i>Grahl-Madsen, Atle</i> | Expulsion of Refugees |
| <i>Vexliard, Alexandre</i> | Les migrations et les problèmes de la personnalité marginale |
| <i>Delivanis, Dimitrios</i> | La contribution du rétablissement des réfugiés à l'intensification de l'activité économique |
| <i>Poulantzas, E.</i> | The Rehabilitation of the Refugees as a National and Social Problem |
| <i>Ludowici, J. W.</i> | Entwicklungshilfe — Flüchtlingshilfe |
| <i>Negreponti-Delivanis, Maria</i> | Les modes du financement de l'établissement de réfugiés |
| <i>Pedroni, Fernando</i> | Données Statistiques sur la situation actuelle des Réfugiés Nationaux en Italie |
| <i>Waris, Heikki</i> | The Resettlement and Adaptation of Displaced People in Finland |
| <i>Antalovsky, Eugen</i> | Die Flüchtlinge und Österreich |
| <i>Neuhoff, Hans</i> | Entschädigungsregelungen für Vertreibungsschäden |
| <i>Agapitidis, S.</i> | La Grèce du point de vue démographique et économique |
| <i>Anghélis, Jean</i> | Le rétablissement des réfugiés civils, entrés en Grèce jusqu'en 1934 |
| <i>Michalis, Costas</i> | Landwirtschaftliche und soziale Probleme Griechenlands nach der Flüchtlingsniederlassung |
| <i>Georgacopoulos, C.</i> | La Croix-Rouge et les Réfugiés Grecs |

WILHELM BRAUMÜLLER — WIEN IX
Universitäts-Verlagsbuchhandlung Ges. m. H.

Erscheinungsort Wien
Verlagspostamt Wien 68
P. b. b.